Réseau
des événements
littéraires et festivals



# **L'action culturelle littéraire** le cœur caché des festivals

## Panorama de l'action culturelle dans le réseau Relief

**Synthèse de l'étude RELIEF** • Juin 2026

# Sommaire


Présentation du réseau RELIEF 5

1. Définition de l'action culturelle littéraire 7

2. Genèse, objectifs et méthode de l'étude 11

3. Qui mène ces actions culturelles ? Données sur les répondants 15

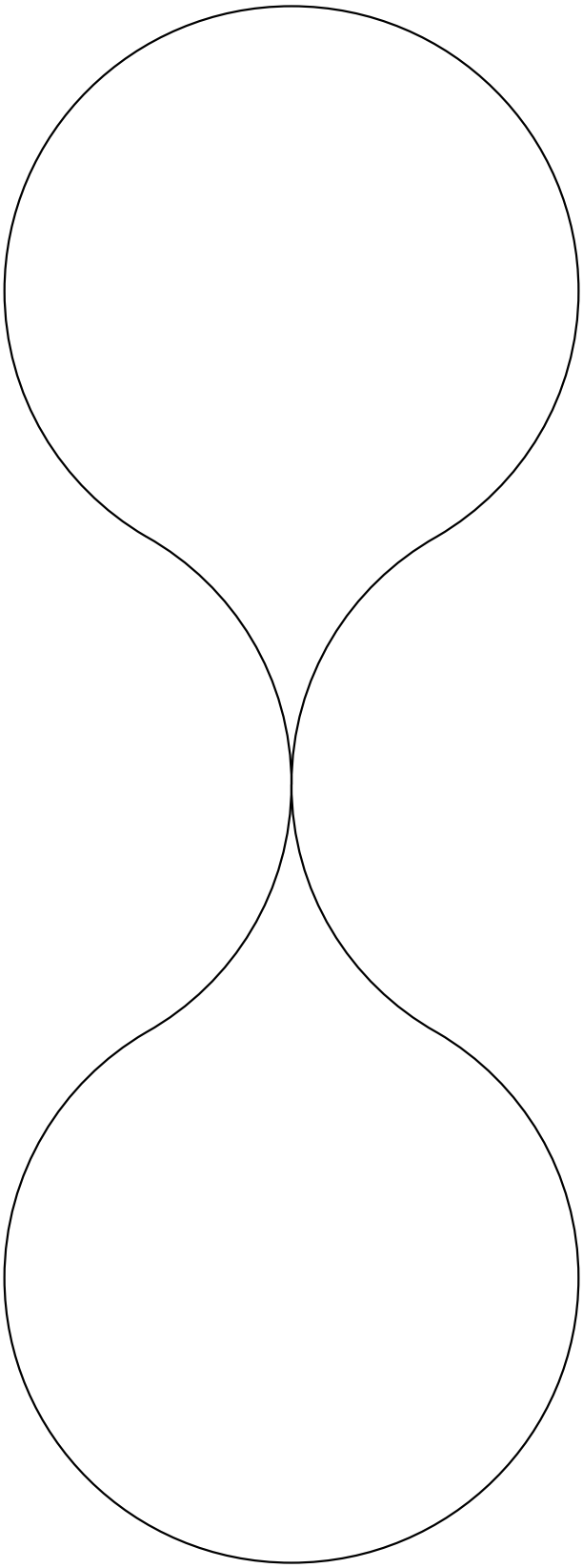
4. Grandes conclusions de l'étude 19

- Une action culturelle massive et permanente 20
- Des publics nombreux, souvent prioritaires 22
    - Zoom sur les scolaires 24
    - Focus sur les partenaires 25
- Un soutien concret à la création 28
- Une expertise fertile et innovante 30
- La face cachée : l'ingénierie culturelle 32
- Des tensions structurelles sur le financement 34
    - Zoom sur les sources de financement de l'action culturelle 34
    - Focus sur le Pass Culture (part collective) 36
- Valoriser l'impact des actions culturelles 38
- Pourquoi cette étude : une nouvelle alerte 40

5. Conclusion 43

Crédits 47

Annexes 48



# Présentation du réseau RELIEF

Créé en 2005 et constitué en association en 2011, RELIEF fédère aujourd'hui une soixantaine de structures en France, en Belgique, au Québec et en Suisse, toutes engagées dans l'organisation d'événements littéraires de création et la promotion de la lecture auprès de tous les publics.
Le réseau rassemble ainsi des événements littéraires de toutes tailles qui, chacun à leur façon, élaborent un véritable projet : sélection des livres et des auteurs invités, diversité des formes, rémunération systématique des interventions. Ils mènent aussi des actions à l'année pour développer le rapport à la littérature, à la lecture et à l'écriture; cette partie de leurs activités fait précisément l'objet de notre étude.

Ces événements s'inscrivent au cœur de l'écosystème du livre, ils l'animent, éclairent et accompagnent la création littéraire. Ils consolident l'économie souvent précaire des auteur·ices en les rémunérant, parfois sur le temps long d'une résidence, stimulent les ventes de livres et l'envie de lire, saluent les auteur·ices accompli·e·s mais aussi encouragent la curiosité en invitant des voix plus discrètes ou plus jeunes, renouvellent enfin l'image de la littérature et élargissent son public.

Un **manifeste** énonce ces valeurs dès la création du réseau en 2005.

## Quatre missions structurantes

• **Partager :** mutualiser moyens, idées et bonnes pratiques entre organisateur·ices.

• **Valoriser :** représenter et promouvoir les festivals et leurs équipes.

• **Professionnaliser :** renforcer les pratiques et la reconnaissance des métiers du livre.

• **Rayonner :** refléter la vitalité de la vie littéraire et soutenir le développement de la lecture publique.

## Fonctionnement

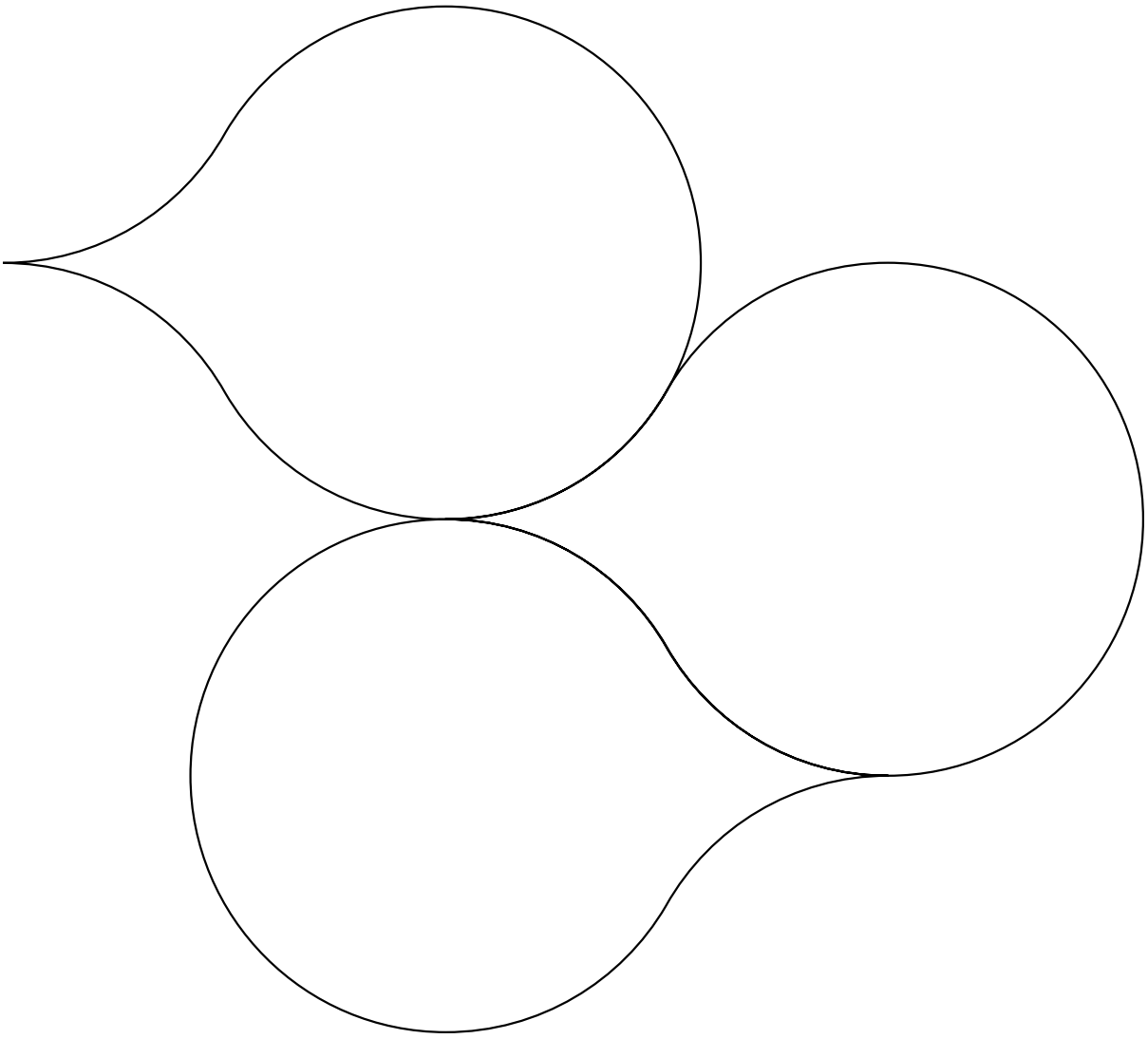
Le réseau est gouverné par un Conseil d'Administration et un Bureau. Depuis 2022, une coordinatrice en assure l'animation, tandis que plusieurs groupes de travail réunissent les membres autour de thématiques concrètes : communication, métiers, écologie, international, action culturelle ou encore « cafés admin ».

Ces groupes favorisent les échanges de pratiques et d'outils, la co-construction de projets collectifs et la réflexion sur la professionnalisation des équipes ainsi que sur la défense de la place des auteur·ices et des événements littéraires auprès des partenaires et financeurs. Le réseau se retrouve lors de rendez-vous réguliers, dont deux assemblées plénières annuelles, et mène des actions communes : tribunes, lettres ouvertes, rencontres publiques et journées professionnelles.
Depuis la création du réseau RELIEF en 2005, le paysage des festivals littéraires a considérablement changé en France, il s'est formidablement renouvelé et déployé. Nos festivals se sont professionnalisés.

**Ainsi, une expertise fertile et innovante en matière d'action culturelle a été développée depuis une vingtaine d'années par nos adhérents. Mettre le livre partout ? On vous dit tout…**


1

# Définition de l'action culturelle littéraire



L'action culturelle portée par les membres du réseau RELIEF, objet de la présente étude, s'inscrit dans les politiques publiques de l'État en faveur du développement des publics, de la transmission des savoirs et de la démocratisation culturelle à l'échelle des territoires.

Elle désigne l'ensemble des actions et des moyens mis en œuvre afin de rapprocher les pratiques artistiques et culturelles des populations d'un territoire, en favorisant l'accès à la création, aux œuvres et aux artistes.

**Dans le champ littéraire, l'action culturelle recouvre ainsi l'ensemble des initiatives menées autour du livre et de la littérature en direction de publics ciblés, dans une logique « d'aller vers ». Ces actions visent à intégrer des personnes parfois éloignées des pratiques culturelles à la dynamique des festivals, en préparant ou en accompagnant leur participation à la manifestation.**

Ces démarches, qui ne s'adressent pas uniquement à un public déjà acquis aux pratiques culturelles, se déploient tout au long de l'année, en amont, pendant et autour des festivals. Elles prennent la forme de séances ou de parcours associant des intervenants professionnels rémunérés — ateliers, rencontres, échanges, visites — souvent organisés en partenariat avec des structures du territoire.

## À retenir

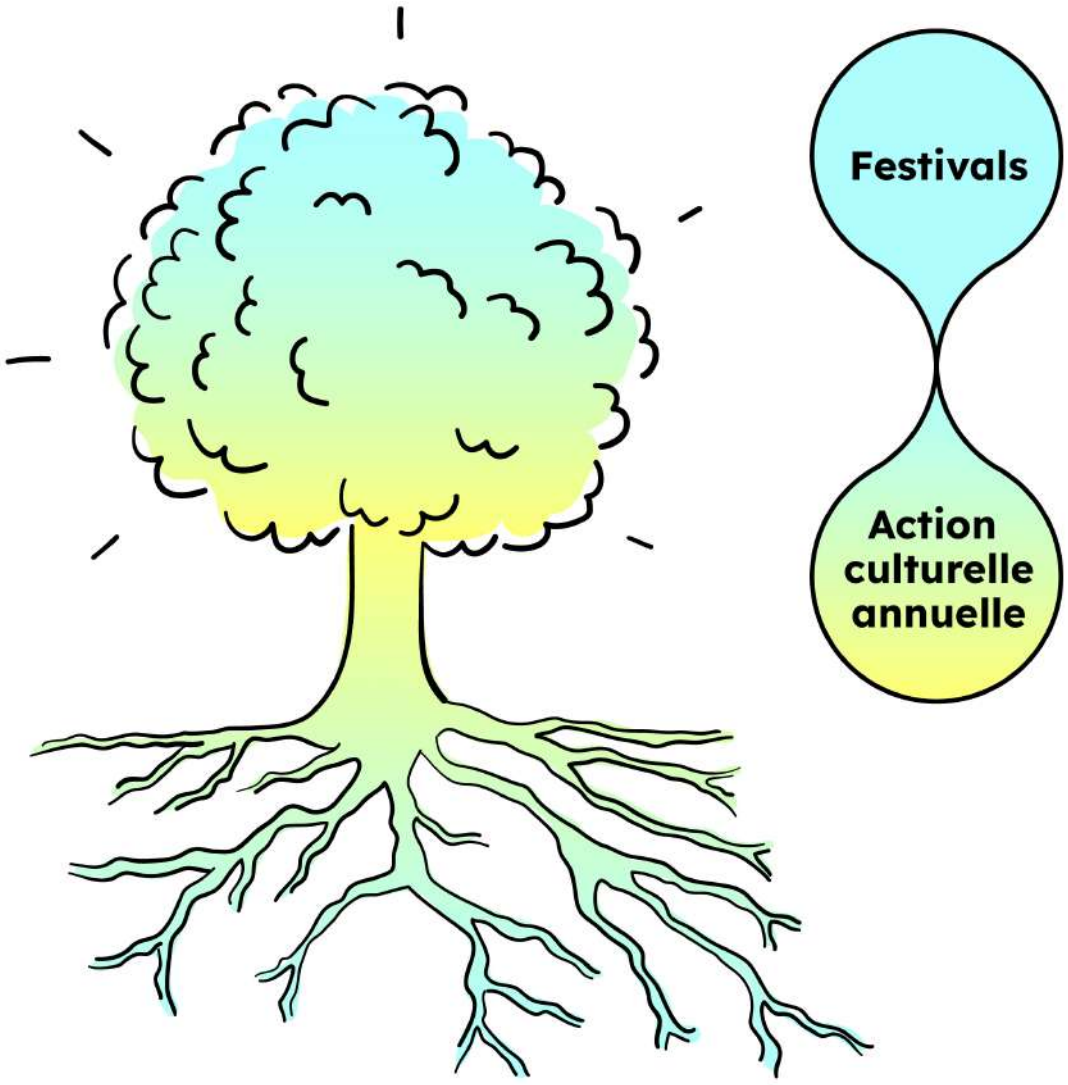
Les festivals littéraires constituent en eux-mêmes des espaces d'action culturelle. Par la rencontre avec les auteur·ices, par le dialogue entre la littérature et d'autres disciplines (musique, cinéma, sciences, arts visuels, etc.), ils contribuent à rapprocher le livre et la lecture des publics.
Leur programmation participe ainsi d'un continuum de médiation culturelle, dans lequel les actions menées tout au long de l'année nourrissent le festival, tandis que celui-ci prolonge et amplifie leur portée.

Comme le souligne le Printemps du livre de Grenoble : *« Le Printemps du livre est pensé comme un outil de médiation de la littérature et s'appuie sur la perspective de la rencontre avec les auteurs pour susciter le désir de lire. Il s'agit d'ouvrir le champ des possibles, de faire découvrir la littérature comme un moyen de mieux se comprendre, de mieux comprendre le monde, les autres… »*

**Le travail d'action culturelle consiste ainsi à transmettre le goût de la lecture au plus grand nombre en rapprochant les publics des œuvres et de leurs auteur·ices, à travers des projets construits, ciblés et ancrés dans les territoires.**


2

# Genèse, objectifs et méthode de l'étude


Festivals
Action culturelle annuelle

## Genèse et objectifs

Lors de la plénière de RELIEF en décembre 2023 à Paris, les membres échangent sur leurs projets d'action culturelle littéraire. Ces discussions révèlent à la fois la richesse et l'expertise des actions menées au sein du réseau, mais aussi leur faible visibilité auprès du grand public et des institutions. De ce constat naît l'idée de réaliser une étude afin de mieux documenter et valoriser ces pratiques.

Un groupe de travail dédié à l'action culturelle est créé en juin 2024. Avec l'accompagnement du cabinet d'étude L'Œil du public, il lance en 2025 une **enquête quantitative visant à mesurer l'ampleur réelle de l'action culturelle portée tout au long de l'année par les festivals et structures littéraires membres de RELIEF.** Car au-delà des quelques jours de programmation que représentent les festivals, existe un ensemble d'actions souvent moins visibles mais essentielles. Cette enquête, conçue collectivement par les membres du groupe de travail, a pour objectif de rendre compte de cette réalité et de mieux la faire reconnaître.

## Méthode

Un questionnaire a été élaboré avec l'aide de L'Œil du public, avec 24 questions quantitatives (questions fermées) + 6 questions qualitatives (parole libre).
52 structures ont répondu sur les 60 que compte RELIEF au moment de l'étude (soit un panel représentant 87 % des membres).

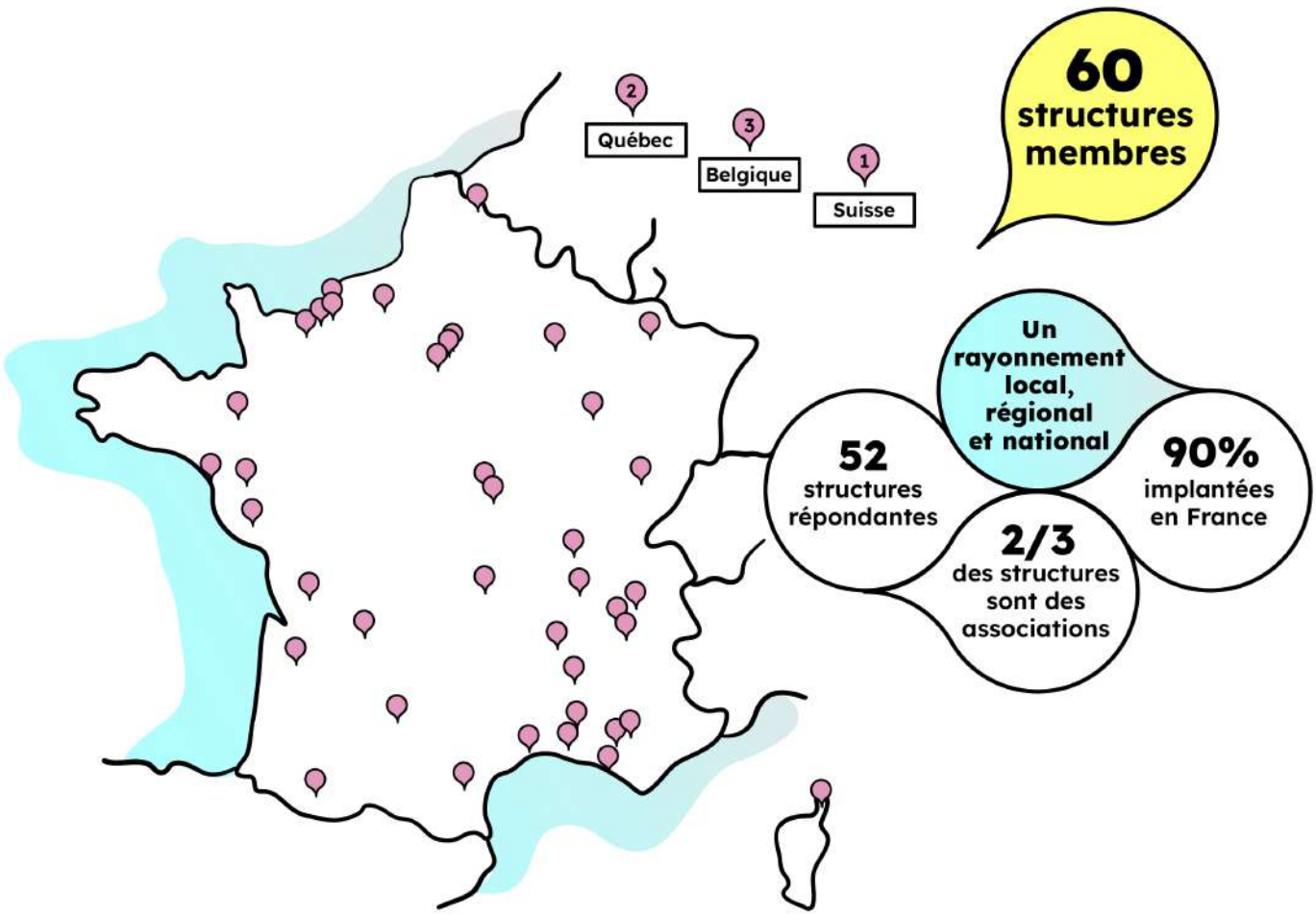
Chaque structure y a répondu en équipe,
entre septembre 2025 et janvier 2026.

Une année de référence a été choisie par les répondants, 2024 pour la plupart quand l'année 2025 n'était pas achevée, et 2025 pour certains.

À noter : **Les chiffres recueillis datent donc tous d'avant l'année 2026, une date pivot concernant la baisse globalisée des financements publics de la culture, à la fois à l'échelon étatique et à l'échelon des collectivités locales.**


3

# Qui mène ces actions culturelles ? Données sur les répondants


60
structures
membres
2
Québec
3
Belgique
1
Suisse
Un
rayonnement
local,
régional
et national
52
structures
répondantes
90%
implantées
en France
2/3
des structures
sont des
associations

# Un réseau littéraire ancré dans les territoires

**Majoritairement des associations françaises :**
Deux tiers des structures sont des associations. Puis viennent des établissements publics (EPCC, EPA ou EPIC) et en troisième position des services de collectivités locales.
Nous notons des structures atypiques telles que des structures régionales pour le livre qui portent un festival (Interbibly : Au fil des ailes, Agence régionale Livre et Lecture Bourgogne Franche Comté : Les petites fugues), une scène nationale avec un Pôle littérature intégré (le Grand R à La Roche-sur-Yon), l'association de deux structures pour porter un festival (la Cité des congrès et le Lieu Unique pour Atlantide à Nantes)...

**Des festivals au rayonnement régional et qui touchent un large public :**
Le premier niveau de rayonnement, selon 53 % des répondants, est l'échelle **régionale**.
La médiane du nombre annuel de visiteurs / spectateurs est de **11 847 personnes.**

La moitié des membres répondants ont des effectifs réduits, avec moins de 4 permanents.
Seule 1 structure sur 4 emploie plus de 8 postes permanents.

**Des structures implantées partout dans les territoires en France, et aussi à l'étranger :**
Les répondants français se situent dans les régions recensant globalement un grand nombre de festivals : Provence Alpes Côte d'Azur, Nouvelle Aquitaine, Normandie, Auvergne-Rhône-Alpes...
Seule une région manque à l'appel : le Centre Val de Loire.
41 communes en France sont représentées par les répondants, en milieu rural, en ville, en campagne, en montagne, en bord de mer...

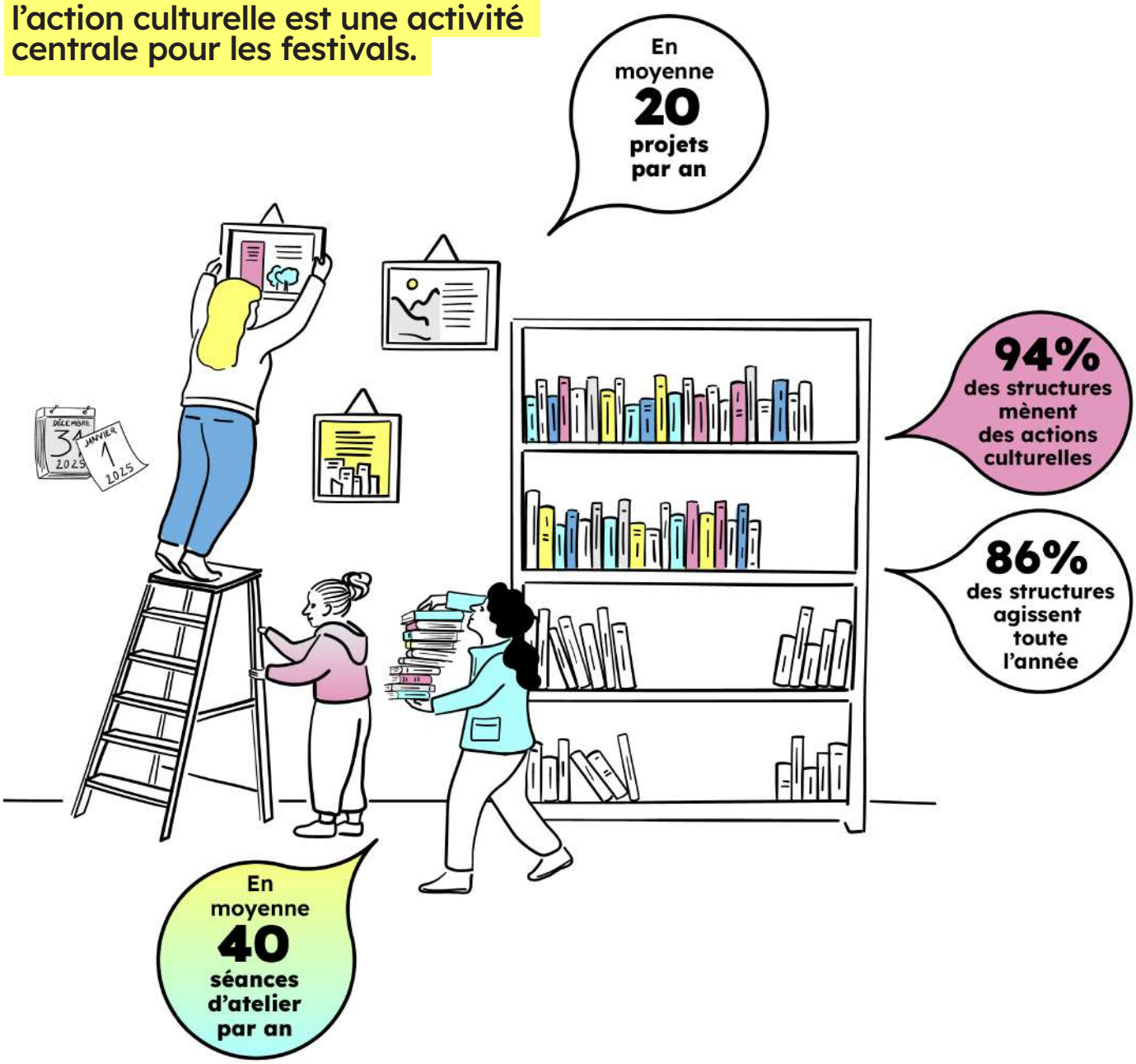

4

# Grandes conclusions de l'étude

1. Une action culturelle massive et permanente
2. Des publics nombreux, souvent prioritaires
    Zoom sur les scolaires
    Focus sur les partenaires
3. Un soutien concret à la création
4. Une expertise fertile et innovante
5. La face cachée : l'ingénierie culturelle
6. Des tensions structurelles sur le financement
    Zoom sur les sources de financement de l'action culturelle
    Focus sur le Pass Culture (part collective)
7. Valoriser l'impact des actions culturelles
8. Pourquoi cette étude : une nouvelle alerte

# 1. Une action culturelle massive et permanente

**Premier constat :**
**l'action culturelle est une activité centrale pour les festivals.**




## Une activité centrale

94 % des structures répondantes mènent des actions culturelles et pour 2/3 des structures c'est une activité déclarée comme étant « au cœur du projet artistique ».
Cette activité ne se limite pas au moment du festival : 86 % des répondants mènent ces actions tout au long de l'année.

La répartition montre une activité importante mais contrastée :
• 35 % des structures réalisent moins de 10 projets
• 21 % en réalisent 10 à 19
• mais 21 % dépassent 40 projets
Cela traduit un modèle à deux vitesses : une majorité de structures avec une activité modérée, et un noyau plus restreint très intensif.

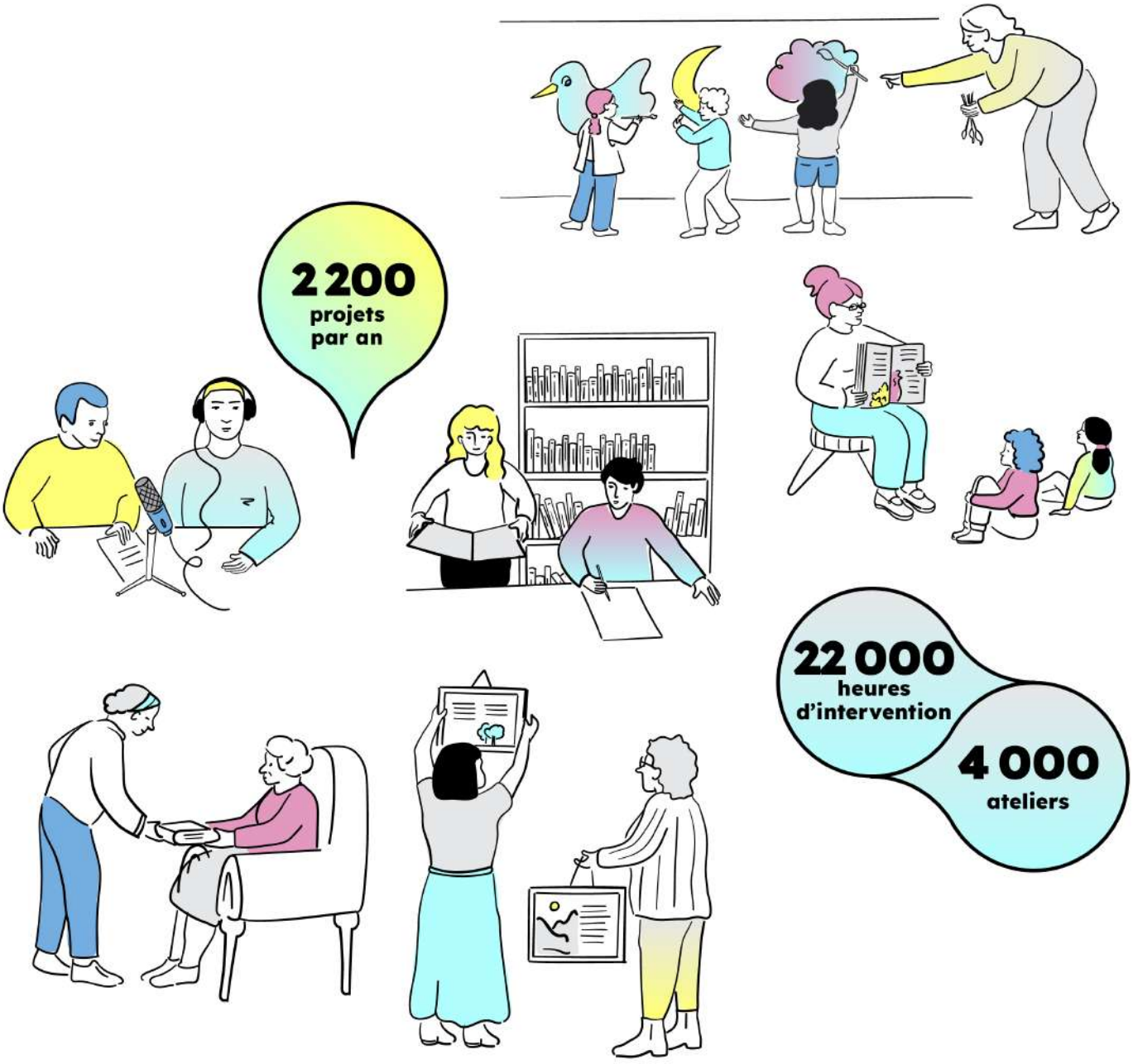
## Une activité principalement locale

L'action culturelle repose principalement sur une logique de proximité territoriale, où l'essentiel des projets est produit et déployé localement, tandis que les niveaux régional, départemental et national jouent un rôle secondaire et plus ponctuel.

Ainsi les répondants déclarent porter 33 projets par an à l'échelle locale (métropole / territoire de proximité), et seulement 12 projets à l'échelle régionale, 8 à l'échelle départementale, 1 à l'échelle nationale.

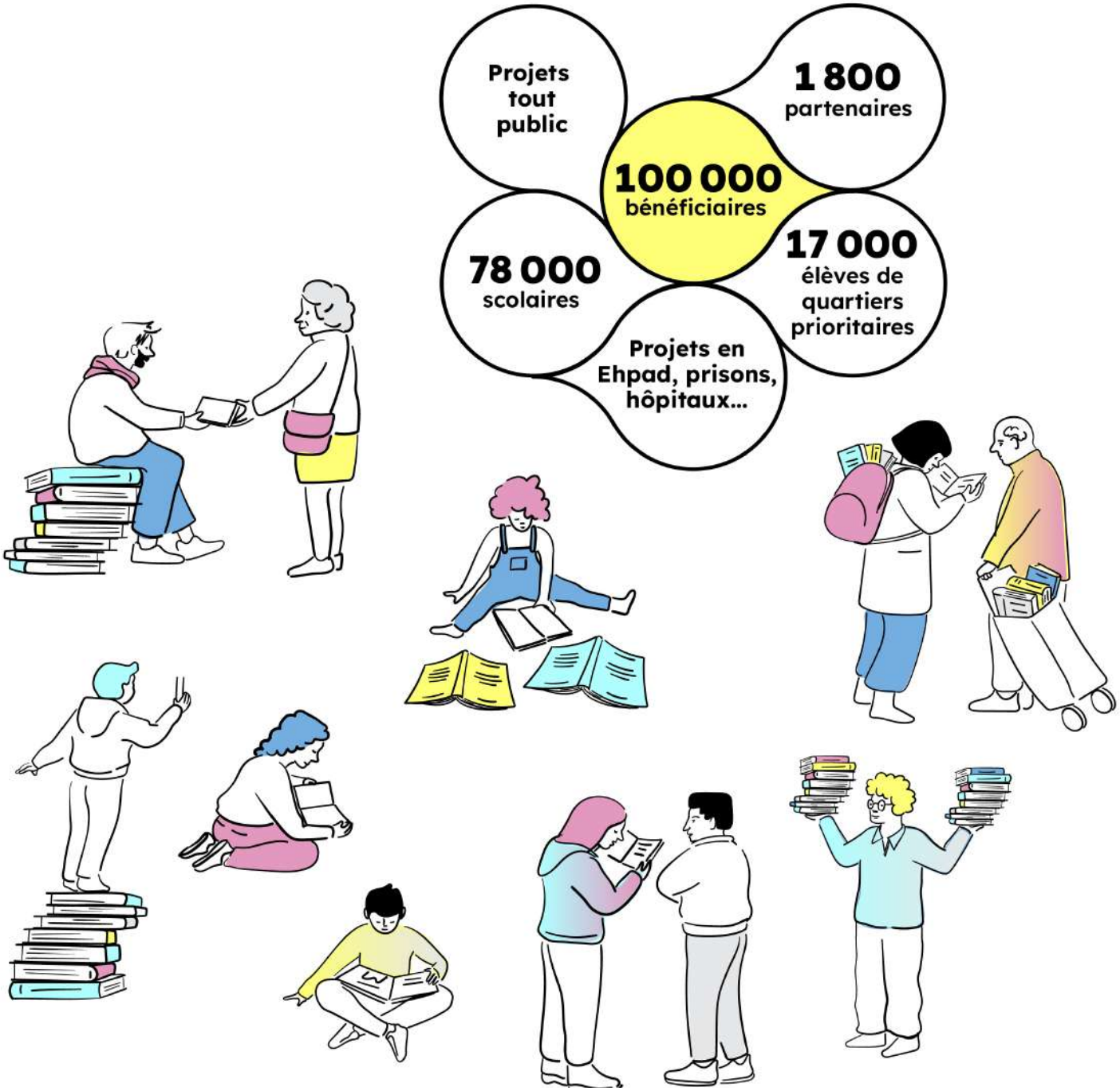
## Une activité massive

Si on regarde à l'échelle du réseau, les volumes deviennent très parlants. Les 52 structures répondantes représentent environ 2 200 projets d'action culturelle par an.
En zoomant sur ces chiffres : pour 42 projets en moyenne par structure, les structures organisent en moyenne 76 séances d'ateliers dans le cadre de leurs projets d'action culturelle, ce qui représente en moyenne 405 heures d'ateliers sur la période de référence.
On voit donc que les organisateurs de manifestations littéraires sont en réalité des acteurs permanents de la médiation et de l'éducation artistique autour du livre, sur leur territoire proche en particulier. En rappelant que nos temps de festivals sont par ailleurs en eux-mêmes des actions culturelles qui amènent au livre.



# 2. Des publics nombreux, souvent prioritaires

**Deuxième constat important :**
**les publics touchés sont nombreux et souvent ceux qui sont les plus éloignés de la culture.**

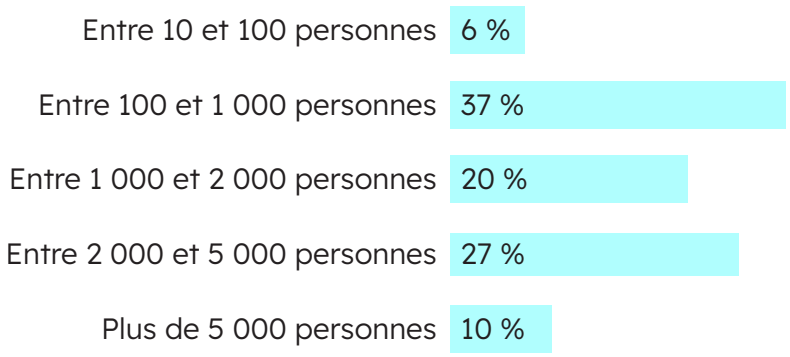


## Un grand volume de publics touchés

Les données recueillies montrent une capacité importante des structures à toucher un large public à travers leurs actions culturelles.

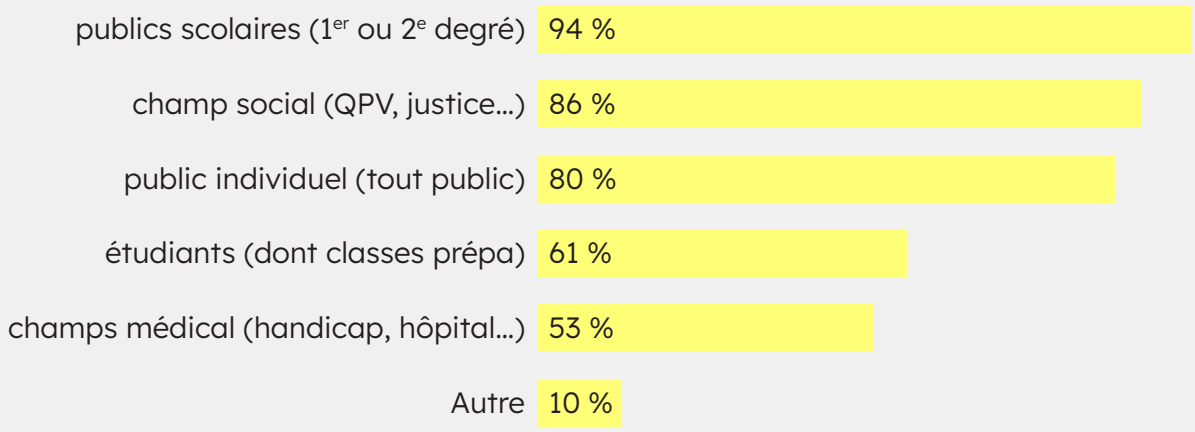
Plus de la moitié des structures (57 %) déclarent toucher plus de 1 000 bénéficiaires directs sur leur période de référence.

**Répartition des structures selon le nombre de bénéficiaires directs :**




## Essentiellement des scolaires

**Quels sont les publics visés par les actions culturelles de votre structure ? Classez les modalités sélectionnées dans l'ordre d'importance.**




**Les résultats mettent en évidence une forte orientation des actions culturelles vers les publics scolaires, largement majoritaires parmi les publics visés.**
Les interventions relevant du champ social apparaissent également très développées, ce qui souligne le rôle d'inclusion et d'accompagnement joué par les structures. Si l'on analyse les chiffres, ainsi que les exemples de projets mentionnés par les répondants ou les appels à projets mobilisés, on constate que les actions culturelles concernent des publics très divers du champ social, de la santé, de la justice : publics des centres sociaux, établissements médico-sociaux, hôpitaux, EHPAD, centres pénitentiaires, structures d'accueil pour personnes migrantes...

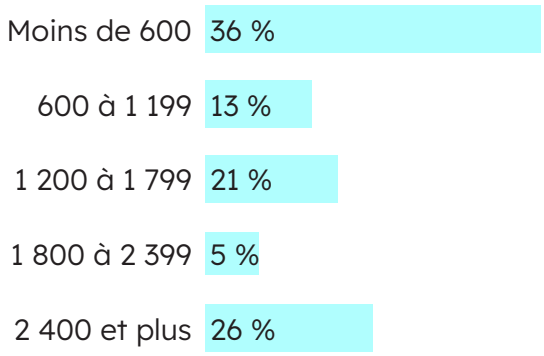
Enfin, la place importante accordée au public individuel montre que les actions menées cherchent aussi à toucher un public plus large au-delà des cadres scolaires et institutionnels.

# Zoom sur les scolaires

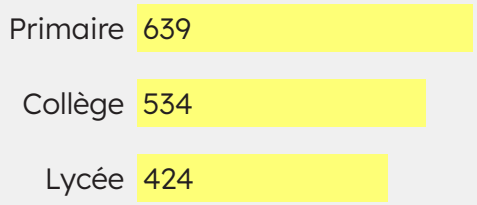
Ces actions s'adressent donc avant tout aux **scolaires :** pour 94% des répondants, les publics scolaires des 1er et 2nd degrés sont les premiers publics visés.
**78 %** des bénéficiaires directs des actions culturelles sont des scolaires : on estime ainsi à 78 000 le nombre d'élèves bénéficiaires, sur 100 000 bénéficiaires au total.

**Chiffres globaux**
En moyenne, chaque structure touche 1 606 scolaires par an. Et parmi eux : près d'un élève sur quatre vient d'un quartier prioritaire de la politique de la ville : les répondants accueillent en moyenne 339 élèves issus des QPV.

1 structure sur 2 (52 % des répondants ) touche plus de 1 200 élèves par an.




**Si l'on regarde le nombre moyen d'élèves :**




La répartition est relativement équilibrée entre les trois niveaux, avec une légère dominante du primaire.

**Publics spécifiques et publics prioritaires**
Les données mettent en évidence une attention importante portée aux publics relevant du champ social et éducatif prioritaire.
Les structures déclarent accueillir de nombreux élèves issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ainsi que des publics nécessitant un accompagnement pédagogique renforcé (Ulis, Segpa, UPE2A, MFR…).
La médiane est de 10 classes bénéficiaires en QPV, pour une médiane de 260 élèves, et de 2 classes SEGPA ou Ullis ou UP2A, pour une médiane de 35 élèves dans ces classes spécialisées.

**Les structures touchent également un public étudiant, avec :**

• une moyenne de 97 étudiants

• une médiane de 60 étudiants

• des effectifs variant de 10 à 500 étudiants selon les structures.

# Focus sur les partenaires

Nous avons souhaité savoir comment étaient construites ces actions.

L'étude met en évidence une grande diversité de partenaires mobilisés par les structures membres du réseau RELIEF dans le cadre de leurs actions culturelles. Ces collaborations témoignent d'un fort ancrage territorial et d'une capacité des festivals littéraires à intervenir auprès de publics variés, souvent éloignés des pratiques culturelles.

Une multitude de partenaires (hors financiers) est mobilisée pour concevoir et faire exister ces projets, donner vie à ces actions sur le terrain… plus de 20 partenaires chaque année pour 56% des répondants, plus de 40 pour 29%. Concernant précisément les partenaires scolaires, c'est 25 partenaires en moyenne par an qui sont sollicités !

En cumulé on estime à **1 808** le nombre total de partenaires mobilisés par les répondants pour leurs actions culturelles sur une année, et principalement des partenaires de proximité.

## 1. Concernant le champ scolaire

Les résultats montrent que la diffusion et la construction des projets culturels à destination des publics scolaires reposent très fortement sur des **logiques de réseau et de coopération directe** avec les acteurs de l'éducation.

> Une forte co-construction avec les enseignants

Une large majorité des structures (75 %) déclare co-construire ses projets avec les enseignants.
Cela confirme que les actions culturelles ne sont pas uniquement proposées "clé en main", mais qu'elles sont souvent élaborées en lien étroit avec le terrain éducatif.

Cette co-construction s'appuie sur des échanges réguliers et des partenariats avec :

• les rectorats et inspections académiques,
• les DAAC (Délégation Académique pour l'Art et la Culture),
• les enseignants relais dans les établissements

Près d'1 structure sur 2 (48%) bénéficie d'un professeur relais pour les actions culturelles (dont 27% pour certains projets seulement).
8 sur 10 sont en lien avec la DAAC (Délégation Académique pour l'Art et la Culture), souvent dans une collaboration étroite pour la conception des projets.

La collaboration avec le monde scolaire va même plus loin puisqu'un quart des répondants proposent des modules de formations à l'intention des enseignants : par exemple formation au polar (panorama / projets médiation / rencontres avec des professionnels) ou « Lire à voix haute et basse », « Travailler avec un écrivain », « La littérature et le vivant », « Danse et littérature », ou encore organisent une journée professionnelle à INSPÉ (Institut National Supérieur du Professorat et de l'Éducation).. Ces formations couvrent donc un large éventail de thématiques, allant de la rencontre avec des auteurs à des ateliers pratiques en passant par l'animation de comités d'ados, la rémunération des auteurs…

**Des réseaux de diffusion très relationnels**

La diffusion des projets vers les enseignants repose avant tout sur des caaux directs et interpersonnels.

Principaux moyens de communication utilisés :
• Contacts directs et réseaux professionnels : 90 %
• Pass Culture : 65 %
• Site internet : 48 %
• ADAGE : 46 %
• Autres dispositifs : 40 %

Ces résultats montrent que la circulation de l'information ne repose pas sur un seul outil, mais sur un écosystème hybride, dominé par le relationnel.

### À retenir

• Les projets culturels sont très majoritairement co-construits avec le monde éducatif.
• La diffusion repose avant tout sur des relations humaines et professionnelles directes.
• Les plateformes institutionnelles jouent un rôle important mais complémentaire.
• L'ensemble forme un système où la qualité du réseau relationnel est centrale.

## 2. Dans le champ non scolaire

Les actions culturelles menées par les structures membres du réseau RELIEF reposent sur un maillage partenarial particulièrement large dans les champs social, médico-social et médical.

Les actions sont pensées comme outil d'inclusion auprès de publics cibles : personnes hospitalisées, personnes âgées, publics précaires, personnes en situation de handicap, personnes détenues, migrants, jeunes éloignés de la culture…

Le secteur de la santé et du médico-social apparaît comme l'un des principaux domaines de coopération, avec de nombreux partenariats noués avec des CHU et centres hospitaliers — dans notre étude sont cités ceux de Montpellier, Nantes ou Metz-Thionville —, des hôpitaux psychiatriques, services de psychiatrie adulte et hôpitaux de jour, des services pédiatriques, des EHPAD et résidences pour personnes âgées, mais aussi des structures du champ du handicap et de l'accompagnement médico-social telles que les ESAT, EAM, FAM, IME, ITEP, SAMSAH ou GEM. Les centres psychothérapeutiques sont également régulièrement associés aux projets.

Le champ pénitentiaire et judiciaire constitue un autre axe important de partenariat. Les festivals et manifestations littéraires développent ainsi des actions culturelles avec des centres pénitentiaires, maisons d'arrêt et centres de détention — comme le centre pénitentiaire de Metz ou celui de Villeneuve-lès-Maguelone — mais aussi avec les SPIP, la PJJ, les structures d'accompagnement à la sortie ou encore les dispositifs de protection de l'enfance et de l'ASE.

Les partenariats avec les structures sociales de proximité sont également très nombreux. Centres sociaux, MJC, maisons de quartier, centres socio-culturels, associations d'insertion et structures d'éducation populaire apparaissent parmi les partenaires les plus fréquemment mobilisés. Les actions concernent également des foyers de jeunes travailleurs, centres d'hébergement d'urgence, hôtels sociaux, organismes de formation, Écoles de la deuxième chance (E2C) ou associations de solidarité.

Plusieurs structures développent par ailleurs des projets en direction des publics migrants ou primo-arrivants, en lien avec des CADA, France Terre d'Asile, des associations d'accueil de migrants, des structures d'alphabétisation, d'apprentissage du français ou encore des bibliothèques interculturelles.

Enfin, les actions culturelles s'appuient très régulièrement sur des partenariats autour de l'enfance, de la jeunesse et du soutien à la parentalité, avec des crèches, relais petite enfance, centres de loisirs et centres aérés, dispositifs d'accompagnement à la scolarité, pouponnières, structures de l'ASE ou associations de parentalité.

### À retenir

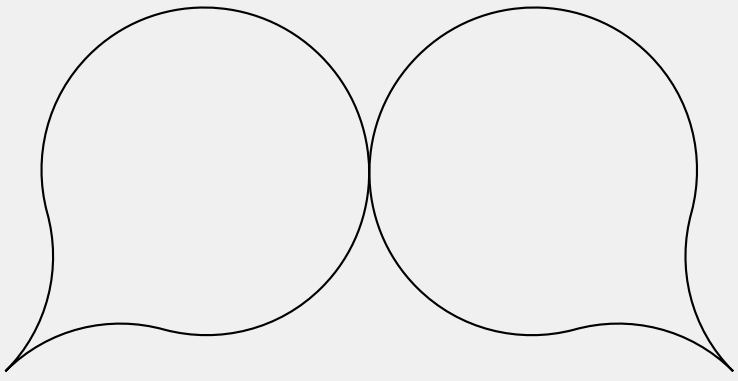
Les réponses montrent une forte hybridation culture/social/santé, et une coopération importante avec les structures culturelles (en premier lieu les bibliothèques et médiathèques), les institutions médico-sociales, services publics, associations d'éducation populaire, acteurs de la solidarité…

## 3. Le rôle des éditeurs ?

Enfin, l'étude a également cherché à interroger la place des maisons d'édition comme partenaires des projets d'action culturelle portés par les membres du réseau RELIEF.
Les résultats montrent que les éditeurs demeurent relativement peu présents dans ces dispositifs : 48 % des répondants indiquent ne pas associer de maisons d'édition à leurs projets d'action culturelle.
Lorsque celles-ci sont impliquées, leur participation prend principalement la forme d'une mise en relation avec les auteur·ices, d'une prise en charge de certains aspects logistiques ou encore d'interventions ponctuelles en tant que professionnel·les de la chaîne du livre.

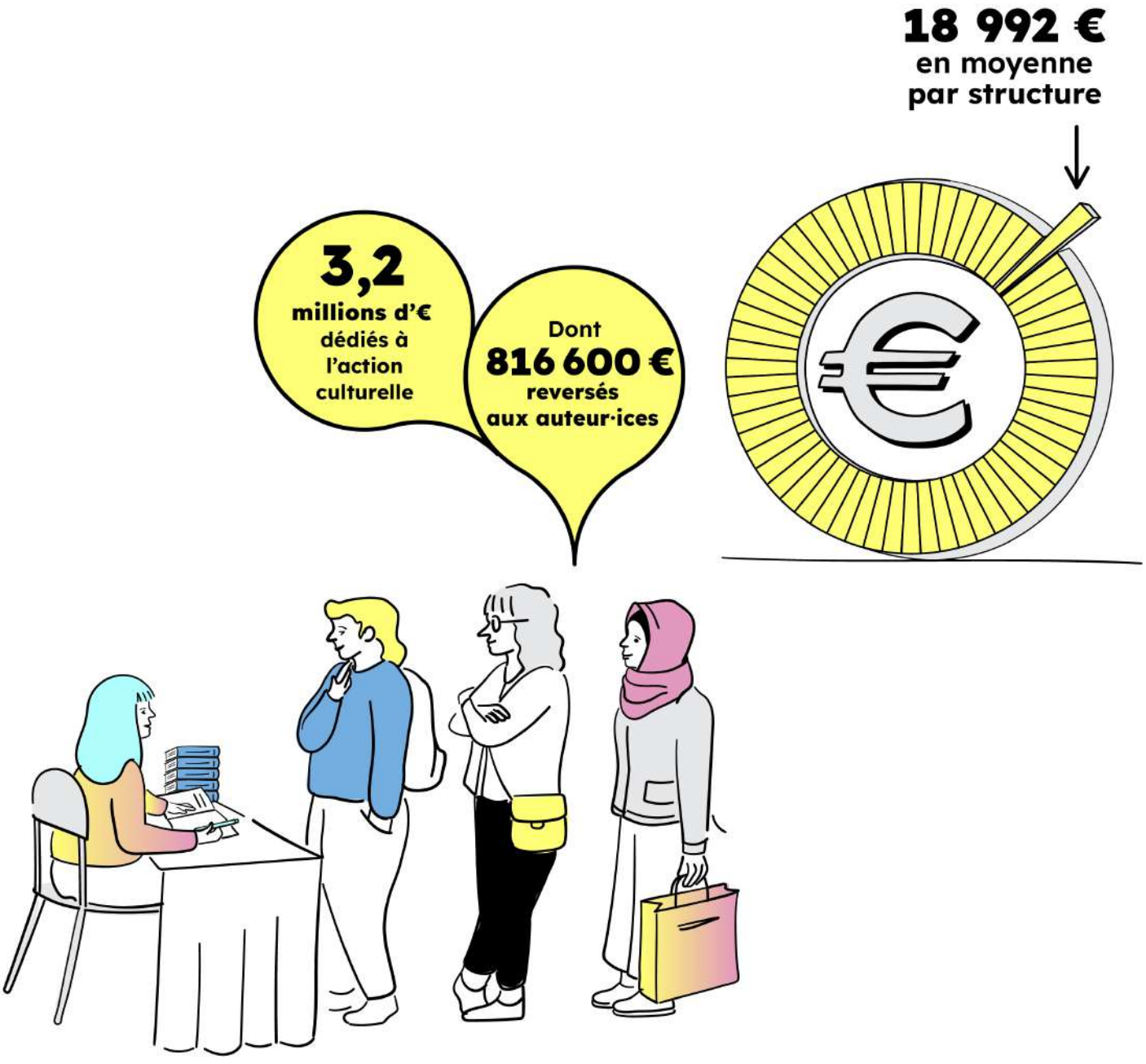
## À retenir

Les festivals ne sont pas seulement des lieux de programmation culturelle : ils sont aussi des acteurs de l'inclusion culturelle et du lien social dans les territoires. Ils font un travail de maillage territorial fondamental, et contribuent très fortement à la politique publique d'éducation artistique et culturelle dans le milieu scolaire.



# 3. Un soutien concret à la création

**Troisième élément que l'étude met en lumière : le rôle économique et professionnel des festivals pour la filière du livre.**



**Les premiers intervenants sollicités pour les projets d'action culturelle sont les auteur·ices** (pour 84% des répondants). Viennent ensuite des intervenant·e·s extérieur·e·s à la chaine du livre (vidéaste, comédien.ne…), puis des intervenant·e·s de la chaine du livre (bibliothécaire, modérateur·ice…) et en 4e position seulement, les interventions sont assurées en interne, par des membres de l'équipe des structures répondantes.

Ces résultats dessinent un modèle équilibré :
• les auteurs occupent une place centrale dans les dispositifs ;
• les équipes internes jouent un rôle très actif dans l'animation ;
• les intervenants extérieurs complètent et enrichissent les actions.

**Nous avons souhaité par ailleurs questionner la participation directe ou indirecte des projets d'actions culturelles à la création artistique.**

**Les réponses recueillies montrent que les actions culturelles ne sont pas uniquement pensées comme des outils de médiation ou de sensibilisation des publics. Elles entretiennent également un lien fort avec la création artistique contemporaine.**

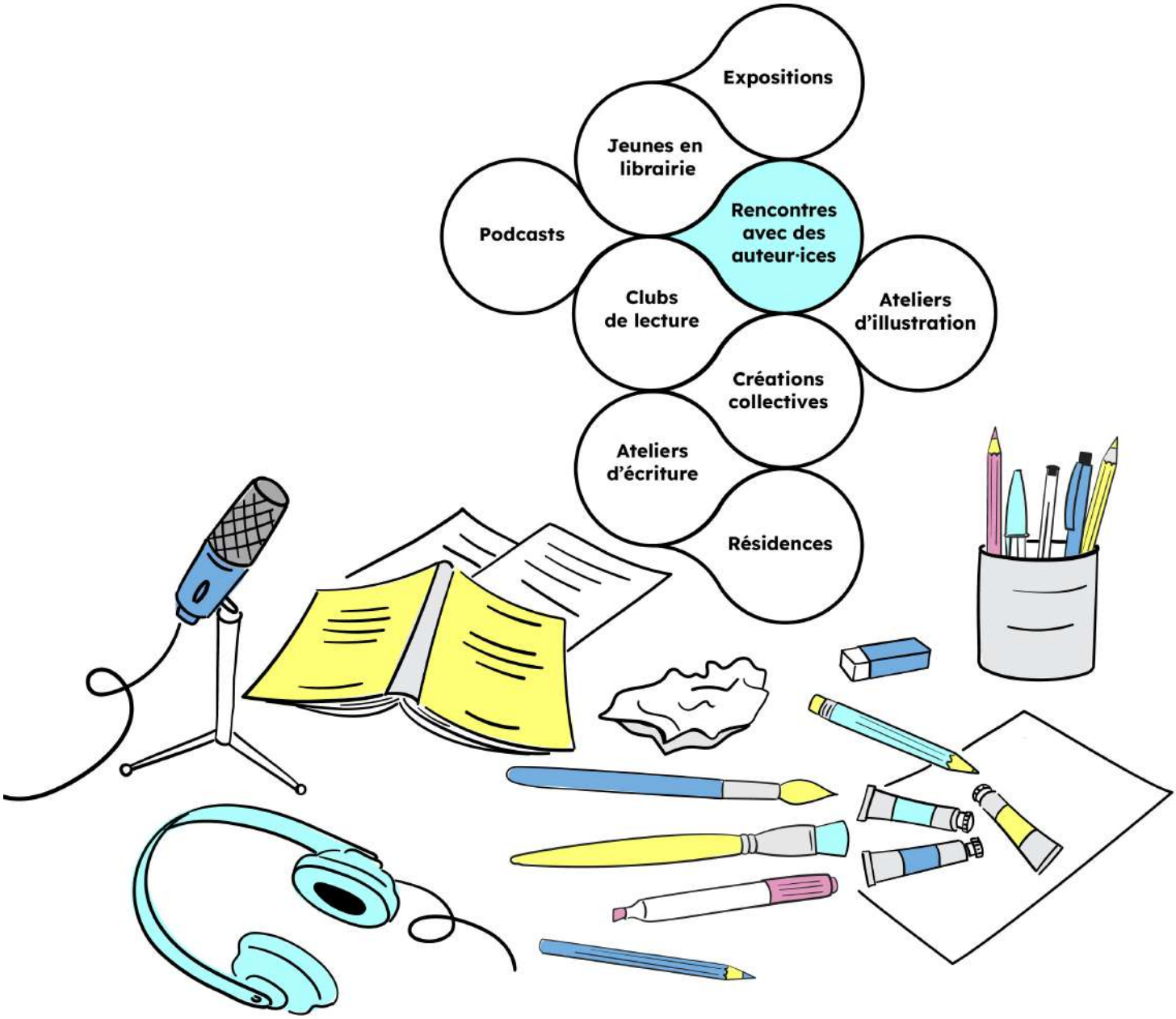
**Ainsi, 72 % des répondants considèrent que leurs actions culturelles participent directement à la création littéraire, notamment par des temps de résidence d'auteur·ices, tandis que 52 % estiment qu'elles contribuent à la production de formes littéraires destinées à la scène.**

## À retenir

L'action culturelle littéraire constitue ainsi une source de rémunération importante pour les auteur·ices.
Elle contribue également à la création, à la diffusion et à la circulation des œuvres, tout en renforçant la visibilité des auteur·ices auprès des publics. Si leur impact économique demeure difficile à quantifier précisément, ces actions génèrent aussi des retombées positives pour l'ensemble de l'écosystème du livre, notamment pour les librairies et les maisons d'édition.

# 4. Une expertise fertile et innovante

**Quatrième constat :**
**les festivals littéraires sont très inventifs**
**en matière d'action culturelle !**



Nous avons demandé dans une question ouverte à chaque répondant de choisir un projet exemplaire parmi ses actions culturelles littéraires, afin de mieux cerner l'éventail des propositions.

L'ensemble des projets recueillis dessine un paysage particulièrement riche de l'action culturelle autour du livre et de la lecture, marqué par une grande **diversité de formats**, d**e publics et de modalités d'intervention.** Ces dispositifs prennent des formes très variées : ateliers d'écriture, résidences, projets avec des écoles ou des bibliothèques, créations collectives, restitutions publiques… et peuvent donner lieu à des productions écrites ou audiovisuelles. Les actions culturelles ont un caractère hybride dans les publics visés, les intervenants sollicités, les formats proposés, ce qui témoigne d'une grande agilité et inventivité.

Elles s'ancrent également dans des contextes très variés : établissements scolaires, médiathèques, musées, théâtres, festivals, librairies, hôpitaux, prisons ou encore espaces publics et territoires ruraux.

Cette diffusion territoriale témoigne d'une volonté forte de désenclaver l'accès à la littérature et de l'inscrire dans des environnements de vie ordinaires, mais aussi très spécifiques, éloignés ou contraints.

**Une logique d'expérimentation et de co-création**

De nombreux projets reposent sur une logique de **co-construction avec les publics** : les participants ne sont pas seulement spectateurs mais deviennent auteurs, interprètes, éditeurs ou critiques.

Cette dynamique est particulièrement visible dans les projets impliquant la création de livres, de podcasts ou de restitutions scéniques.

Les auteurs et autrices sont très souvent intégrés comme **médiateurs actif**s, travaillant en lien étroit avec enseignants, bibliothécaires, artistes ou intervenants sociaux.

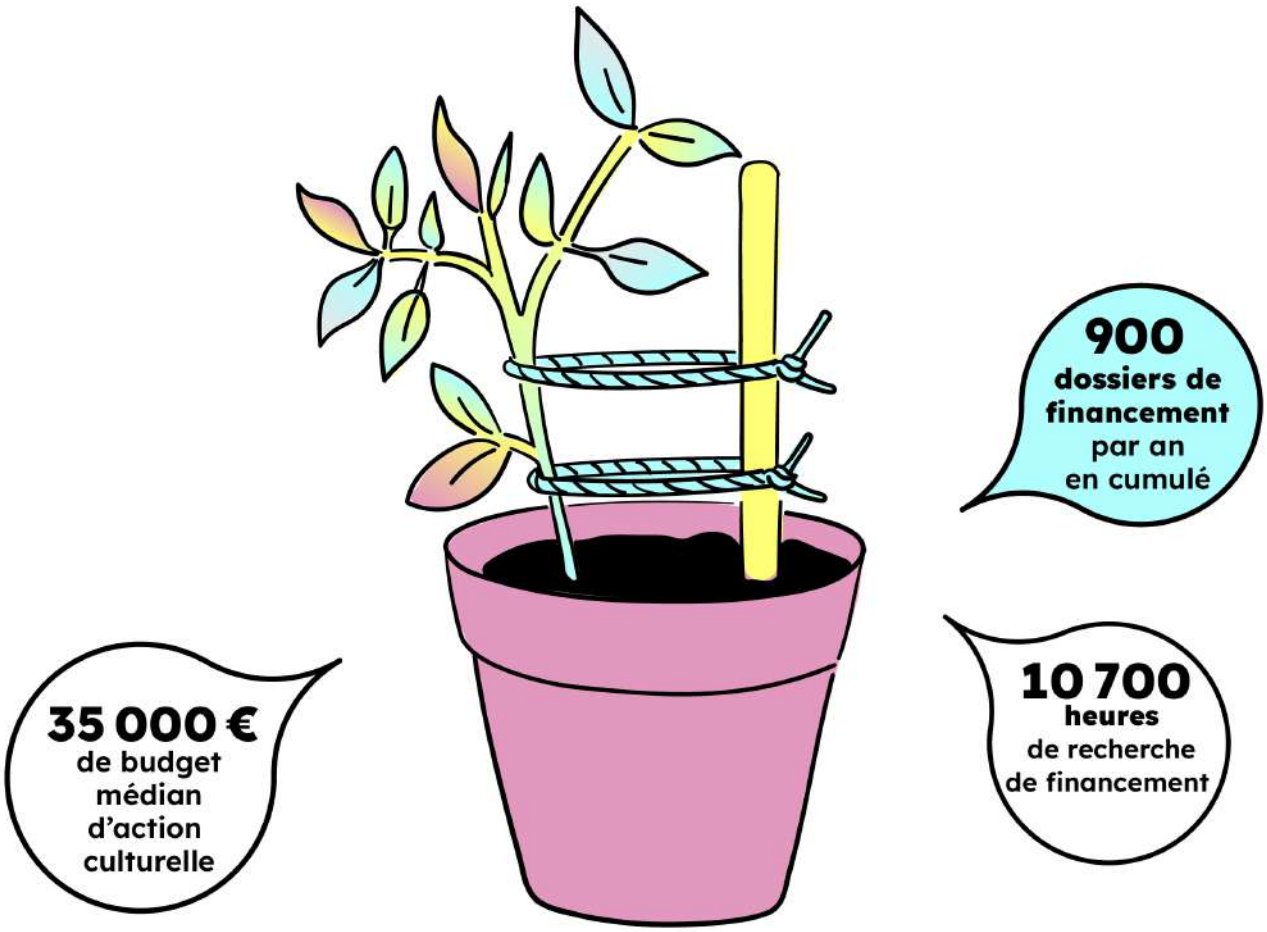
**Une agilité des dispositifs et des temporalités**

Les actions se déploient selon des formats très souples :
• résidences longues ou ateliers ponctuels
• parcours scolaires annuels ou interventions intensives sur quelques jours
• dispositifs itinérants ou ancrés dans un lieu unique
• projets modulaires adaptables aux contraintes locales

Cette agilité permet une **forte capacité d'adaptation** aux publics et aux contextes, notamment dans des environnements sensibles (hôpital, prison, établissements médico-sociaux).

# 5. La face cachée : l'ingénierie culturelle

**Mais l'étude met aussi en lumière un point essentiel : la face invisible de ce travail d'action culturelle.**



Le budget médian consacré à l'action culturelle (en comprenant les coûts de fonctionnement liés à l'action culturelle) est de 35 000 euros par structure, dont environ 1/3 est reversé à la rémunération d'auteur·ices.

En cumulé on arrive à 3,2 millions d'euros dédiés à l'action culturelle par l'ensemble des structures RELIEF répondantes, sur une année.

On constate une forte hétérogénéité des moyens dédiés à l'action culturelle selon les structures (Min - Max : 0 - 300 000 euros).

Mais élément important : l'ingénierie de ces projets est très peu financée et très peu visible.

**Dans 83 % des cas, le travail de montage, de coordination et de suivi est financé sur le budget global de fonctionnement de la structure.** Et cette ingénierie est loin d'être négligeable. Ces postes sur l'action culturelle nécessitent des compétences en matière de montage de projets, de recherche de financements, de développement des publics.

Cela indique que le montage des projets est le plus souvent :

• intégré aux missions permanentes des équipes ;
• absorbé par les moyens structurels existants ;
• peu isolé en tant que poste budgétaire spécifique.

Seules certaines structures ont développé des mécanismes dédiés de valorisation ou de facturation. L'ingénierie culturelle est souvent structurelle mais peu visible économiquement, ce qui peut masquer son coût réel, sous-estimer le temps de travail associé et renforcer une logique de "sur-mobilisation" des équipes existantes.

**Et pourtant, le travail de recherche de financements est colossal : en moyenne, les équipes consacrent 16 heures par mois à la recherche de financements. 15% des structures montent plus de 10 dossiers par an.**

Si on regarde l'ensemble des structures répondantes, cela représente environ : 900 dossiers de financement montés chaque année, et plus de 10 000 heures consacrées uniquement à la recherche de financements (c'est aussi 900 dossiers à instruire pour les collectivités et autres financeurs…).

**Autrement dit, une part considérable du temps des équipes est absorbée par l'administration et la recherche de fonds, plutôt que par l'ingénierie de projet à proprement parler et la médiation elle-même.**

# 6. Des tensions structurelles sur le financement

**L'étude met également en évidence plusieurs tensions concernant les budgets de ces actions culturelles.**

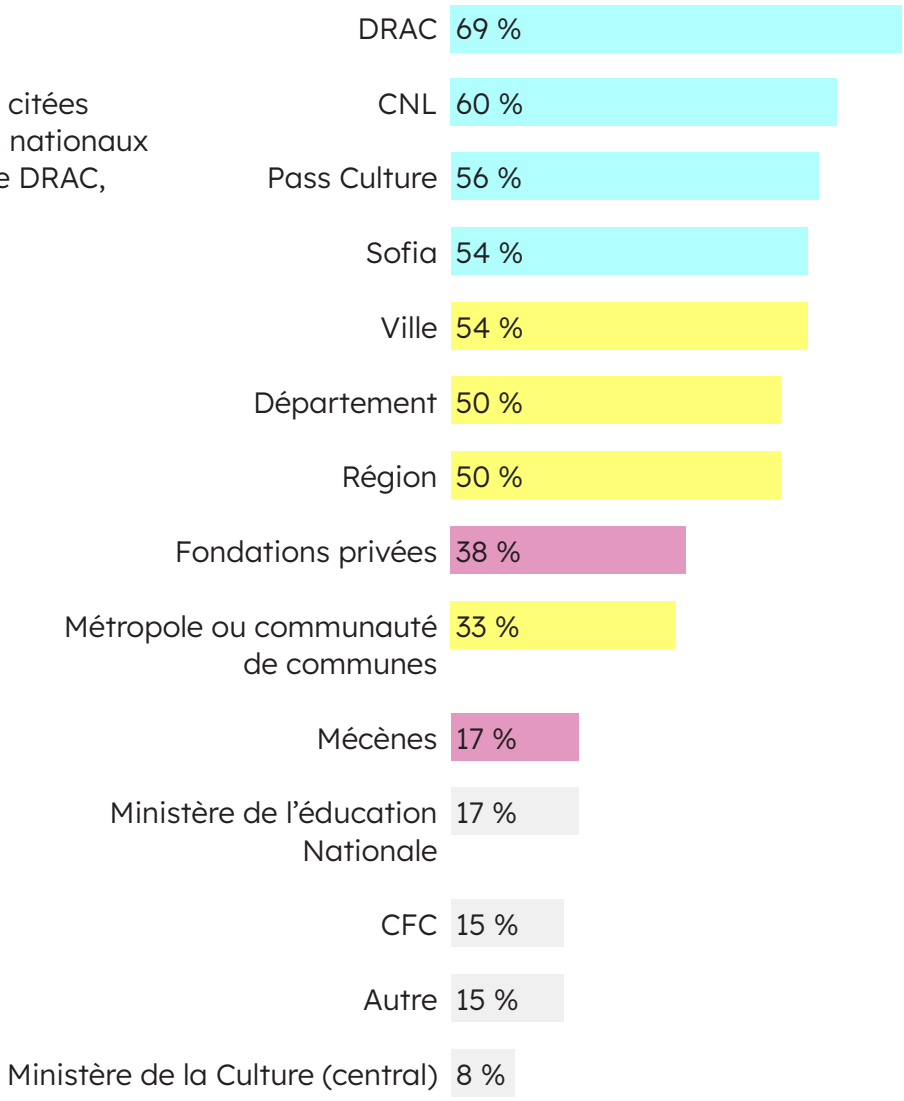
**1. La première concerne l'incertitude budgétaire :**
Baisse ou stagnation de certaines subventions, absence de visibilité pluriannuelle, réponses tardives, inflation qui n'est pas compensée.

**> Le financement est complexe et multisource, et les financements sont en baisse.**

# Zoom sur les sources de financement de l'action culturelle

**Des financeurs publics nationaux au cœur du système**

Les sources de financement les plus citées par les répondants sont des acteurs nationaux de la politique culturelle, dans l'ordre DRAC, CNL, Pass Culture et Sofia :



Ces résultats confirment le rôle structurant des dispositifs nationaux, qui constituent le socle principal du financement de l'action culturelle.

**Un fort relais des collectivités territoriales**

Les collectivités jouent également un rôle majeur dans le financement.

Le financement est donc fortement territorialisé, avec une implication importante des différents niveaux de collectivités.

**Des financeurs plus ciblés ou complémentaires**

D'autres acteurs interviennent de manière plus ponctuelle ou sectorielle.

Ces sources apparaissent comme complémentaires, mais participent à la diversité des modèles économiques.

**Une logique clairement multi-financeurs**

La lecture globale met en évidence une caractéristique forte : aucune source unique ne domine totalement le financement, les structures mobilisent en moyenne plusieurs dispositifs simultanément.

## À retenir

Cela confirme que le financement est hybride et fragmenté, les projets reposent sur une combinaison de subventions et de dispositifs croisés. La construction budgétaire est souvent complexe et multi-niveaux.

Les réponses ouvertes confirment cette diversité avec des financements provenant de multiples acteurs :

- agences régionales du livre,
- cofinancements entre écoles et programmes culturels,
- subventions internationales ou fédérales,
- recettes propres et ventes de prestations,
- administrations spécifiques (ex : pénitentiaire),
- contributions directes d'établissements scolaires.

On observe donc une ouverture vers des logiques hybrides public / parapublic / recettes propres.

L'action culturelle se construit moins à partir d'un financement unique qu'à travers un assemblage permanent de dispositifs publics, territoriaux et sectoriels, où la capacité à "monter des projets" devient une compétence centrale des structures.

La DRAC, premier financeur, propose donc de multiples dispositifs et nous avons demandé aux répondants de préciser lesquels ils sollicitaient : les trois principaux appels à projets mobilisés chez nos répondants sont culture et **justice** (52%), culture et **santé** (48%) et enfin culture et lien social (33%).

Viennent ensuite l'été culturel (mobilisé par 29% des répondants), les résidences de médiation ou de mission, et les dispositifs Des livres à soi (pour les tout-petits) ou Rouvrir le monde.

Par ailleurs de multiples autres sources de financement sont mentionnées : de nombreux dispositifs locaux et nationaux tels que Partir en livre du CNL, les CTL (contrat territoire lecture), les dispositifs QPV, des appels à projets divers et variés émanant des institutions locales, départementales ou régionales…

Les réponses ouvertes renforcent cette lecture : on constate une forte logique de "bricolage institutionnel".

# FOCUS sur Le Pass Culture (part collective)

Le Pass Culture (part collective) est le troisième dispositif de financement le plus cité par les membres de RELIEF pour leurs projets avec les scolaires en 2024-2025, témoignant de son importance dans le développement de l'action culturelle littéraire.

Depuis début 2025, le dispositif a toutefois connu une forte instabilité : gel temporaire, réouvertures partielles et baisse continue des crédits alloués. Cette situation a fragilisé la préparation des projets, qui nécessitent un temps long de construction avec les équipes éducatives.

Les structures du réseau déclarent avoir mené en moyenne 13 projets financés par le Pass Culture en 2024, pour un soutien moyen d'environ 10 000 euros. En 2025, elles estiment avoir perdu en moyenne 5 projets par structure, soit une baisse de près de 40 % des actions initialement envisagées.

**DRAC / Pass Culture : effets de substitution et perception des acteurs**

L'enquête montre que l'effet de substitution entre les aides des DRAC et le Pass Culture reste limité : 23 % des répondants observent une diminution de certaines aides DRAC depuis la mise en place du dispositif, tandis que 77 % ne constatent aucun remplacement direct.

En revanche, un constat apparaît plus nettement : 64 % des structures estiment que leur DRAC ne compensera pas la baisse ou l'absence de crédits Pass Culture. Les réductions récentes du dispositif se traduisent donc, pour une majorité d'acteurs, par une perte nette de financement des projets d'action culturelle à destination des publics scolaires.

Les retours qualitatifs soulignent enfin les difficultés générées par l'incertitude budgétaire et les contraintes de gestion associées à la plateforme ADAGE.

**Si le Pass Culture s'est imposé comme un levier majeur de l'éducation artistique et culturelle, les évolutions récentes révèlent la forte dépendance d'une partie du secteur à ce financement et la fragilité des projets lorsque sa visibilité n'est plus garantie.**

## 2. La deuxième tension concerne les ressources humaines :

les structures fonctionnent avec **des équipes dédiées très réduites.**




Au sein de ces **petites équipes, pour 38 % des répondants moins de 1 ETP est dédié à l'action culturelle**, et pour 74% des répondants moins de 2 ETP sont dédiés à l'action culturelle.

Les structures répondantes disposent donc globalement de petites équipes dédiées à l'action culturelle, caractérisées par une forte polyvalence et un portage souvent partagé avec d'autres missions de la structure. Si la majorité des organisations fonctionne avec peu d'ETP dédiés, les équipes bénéficient d'une certaine stabilité grâce à la prédominance du CDI (73 % des postes) et sont complétées par des renforts ponctuels ou hybrides, tels que les services civiques, les stagiaires ou les bénévoles.

Dans ce contexte, **72 % des structures consacrent entre 10 et 50 % du temps de travail des équipes à l'action culturelle**, ce qui confirme une place centrale mais partagée avec d'autres missions.

Les 52 structures répondantes mobilisent en cumulé environ 81 ETP pour l'action culturelle, dont près de 77 postes permanents.

## 3. Troisième difficulté à ne pas sous-estimer dans ce travail de recherche de financements :

**le décalage des calendriers** (appels à projets / établissements scolaires / temps de médiation).

Les temporalités administratives sont souvent très éloignées du temps long nécessaire à la médiation culturelle et des calendriers de l'éducation nationale : par exemple, des dossiers qui sont à rendre en juillet alors que les enseignants n'ont pas encore leur emploi du temps de l'année d'après.

Sans compter que les programmations des manifestations littéraires se construisent sur l'actualité littéraire et non sur des fonctionnements propres au spectacle vivant qui lui monte ses saisons à N-1 ou même N-2.

Les équipes signalent aussi une lourdeur administrative croissante, avec la multiplication des dispositifs et de leurs « règles », et des dossiers très complexes à remplir. Les délais sont serrés pour monter des dossiers, les interlocuteurs changent souvent (cela renvoie à l'instabilité du personnel dans les institutions, avec des stagiaires qui partent, ou des changements dans les missions).

# 7. Valoriser l'impact des actions culturelles

**Dans une approche plus réflexive, l'étude a également interrogé les modalités de restitution et d'évaluation des actions culturelles menées par les structures du réseau, afin d'identifier des pistes d'amélioration et de mieux comprendre les enjeux liés à ces projets.**

**Des restitutions largement développées et intégrées aux festivals**

Sur les 47 structures ayant répondu à cette partie de l'enquête, 91 % déclarent que leurs actions culturelles donnent lieu à une restitution, qu'elle soit systématique (47 %) ou ponctuelle (45 %).

Pour plus de la moitié des répondants (53 %), ces restitutions sont pleinement intégrées à la programmation de la manifestation.

Les actions culturelles ne se limitent donc pas à la médiation ou à la rencontre : elles débouchent très fréquemment sur des productions concrètes et valorisantes pour les participants. Les formats les plus répandus sont les productions écrites et éditorialisées (60 %) ainsi que les expositions (60 %), qui témoignent d'une forte attention portée à la trace, à la valorisation publique et à l'objet partagé.

Près d'une structure sur deux développe également des contenus audiovisuels ou sonores (45 %) : podcasts, documentaires sonores, captations ou créations multimédias. Cette diversification des formats montre une ouverture croissante vers des formes hybrides mêlant littérature, oralité, image et performance.

Enfin, les réponses libres soulignent la richesse et la créativité des restitutions : spectacles, fresques, carnets de voyage, performances, lectures-rencontres ou créations réalisées par les publics eux-mêmes. **Ces productions prolongent l'expérience de lecture ou d'écriture en favorisant l'expression, la mise en voix, la création collective et la visibilité des participants.**

Ces temps de restitution ne constituent pas seulement un aboutissement des projets, mais aussi un moment de valorisation des participants, qui deviennent acteurs des événements en animant des rencontres, des débats ou des lectures devant le public.

**L'évaluation : un enjeu central mais complexe**

La question de l'évaluation apparaît comme un enjeu majeur pour les structures du réseau.
Ainsi, 81 % des répondants déclarent mettre en place des démarches d'évaluation de leurs actions culturelles, à partir de critères quantitatifs (nombre de participants, volume horaire, nombre de partenaires, etc.) mais aussi qualitatifs (questionnaires de satisfaction, retours des participants ou des partenaires).

**Toutefois, de nombreuses structures soulignent le manque de temps, de moyens humains et d'outils adaptés pour conduire des évaluations approfondies permettant de mesurer les effets réels des projets au-delà des seuls indicateurs chiffrés. Plusieurs répondants insistent sur le fait que la qualité des interventions et leur impact sur les bénéficiaires constituent l'enjeu principal, davantage que le volume d'actions réalisées.**

Comme le résume l'association
Les Nouvelles Hybrides (Lubéron) :

« Le temps long de la construction de l'action culturelle, si l'on souhaite mener des projets qui ont du sens pour les partenaires et les publics, est compliqué à mettre en œuvre avec les temps courts des budgets, financements et appels à projets. [...] L'action culturelle ne se mesure ni à court terme ni en quantité. [...] Il est facile de programmer deux heures de discussion avec un auteur dans cinq classes différentes ; il est plus difficile, mais plus efficace, de monter un projet de dix heures avec une seule classe. »

Ou encore Passa Porta (Bruxelles) :

« Les critères quantitatifs sont plus facilement mesurables alors que les critères qualitatifs sont notre priorité. L'impact réel de l'action culturelle est très difficilement mesurable et s'inscrit dans le long terme. Les attentes des pouvoirs subsidiants sont démesurées par rapport aux moyens débloqués et les missions attendues dépassent celles d'un lieu culturel. »

Comme pour les dossiers d'aides, les demandes des partenaires financiers en termes d'évaluation sont hétérogènes, et certaines réponses soulignent la difficulté à mettre en place des outils d'évaluation quantitatifs uniformisés afin de répondre de manière précise et cohérente aux différents bilans ou questionnaires demandés. Aucun outil de bilan quantitatif ou qualitatif n'existe à ce jour pour mesurer l'impact des actions culturelles, et qui plus est, nos critères d'évaluation et nos attendus ne coïncident pas toujours avec ceux des partenaires financiers, ces derniers privilégiant souvent des indicateurs économiques ou quantitatifs.

Il faudrait structurer l'évaluation et certains évoquent un besoin de :
• Créer des outils d'observation et d'évaluation partagés.
• Mutualiser des ressources, méthodes et bonnes pratiques.
• Recourir à des expertises extérieures pour évaluer les projets.

# 8. Pourquoi cette étude : une nouvelle alerte

**Si le réseau RELIEF a souhaité conduire cette étude, ce n'est pas seulement pour faire un état des lieux des actions culturelles portées par les structures du réseau. L'objectif est aussi de rendre visible une réalité difficile auprès des partenaires publics et des financeurs.**

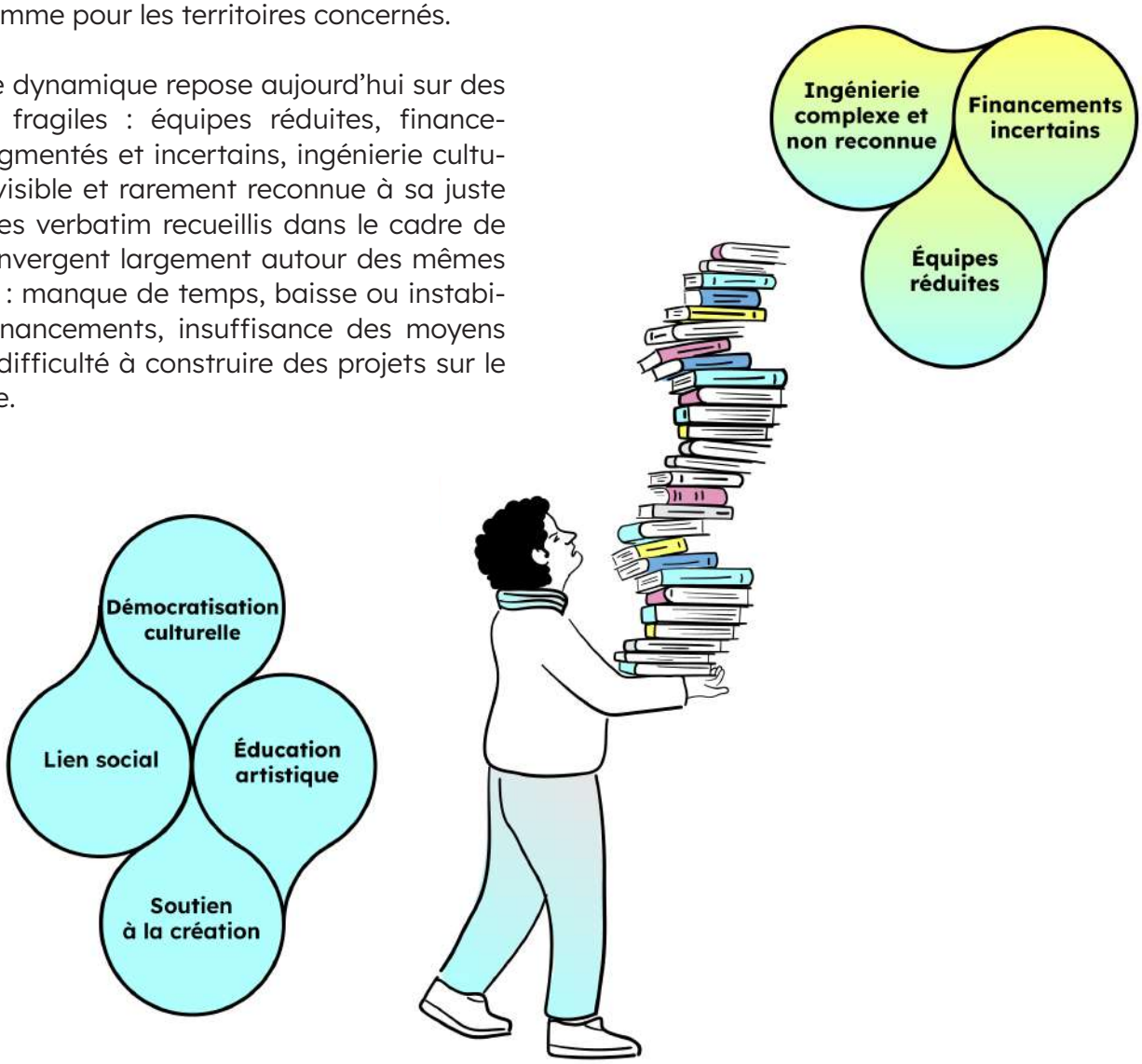
Dans un contexte marqué par l'érosion des pratiques de lecture, **cette étude met en évidence un décalage croissant entre les ambitions publiques affichées — démocratisation culturelle, éducation artistique et culturelle, inclusion, droits culturels — et les moyens réellement alloués pour les mettre en œuvre.**

Les festivals littéraires déploient pourtant une action culturelle massive, structurante pour les territoires et socialement essentielle. Lorsqu'elles disposent des moyens nécessaires, ces initiatives donnent naissance à des projets ambitieux, durables et profondément transformateurs pour les publics comme pour les territoires concernés.

Mais cette dynamique repose aujourd'hui sur des équilibres fragiles : équipes réduites, financements fragmentés et incertains, ingénierie culturelle peu visible et rarement reconnue à sa juste mesure. Les verbatim recueillis dans le cadre de l'étude convergent largement autour des mêmes difficultés : manque de temps, baisse ou instabilité des financements, insuffisance des moyens humains, difficulté à construire des projets sur le long terme.

Comme l'exprime les Escales du livre (Bordeaux) :

« Les financements pour l'EAC passent maintenant principalement par des appels à projets ; il est donc impossible de créer des projets à long terme, qui puissent s'installer dans le temps.
Ainsi la mise en place et le déroulement, notamment pour des publics plus fragiles deviennent de plus en plus complexes à penser, organiser et proposer aux différentes structures. »



**Cette étude se veut donc une alerte !**

Dans le contexte actuel, soutenir les actions culturelles des festivals littéraires devrait constituer une priorité. Les données recueillies portent sur les années 2024 et 2025 ; or, la baisse généralisée des financements publics consacrés au livre et à la culture en 2026 laisse déjà entrevoir des conséquences directes : diminution du nombre de projets, réduction de leur ambition, baisse du nombre de bénéficiaires, limitation des temps d'ateliers ou des parcours d'accompagnement.

Ces fragilisations interviennent pourtant au moment même où les enjeux sociaux, démocratiques, culturels et artistiques n'ont jamais semblé aussi importants, et alors que la nécessité de redonner le goût de la lecture est unanimement affirmée dans le débat public.

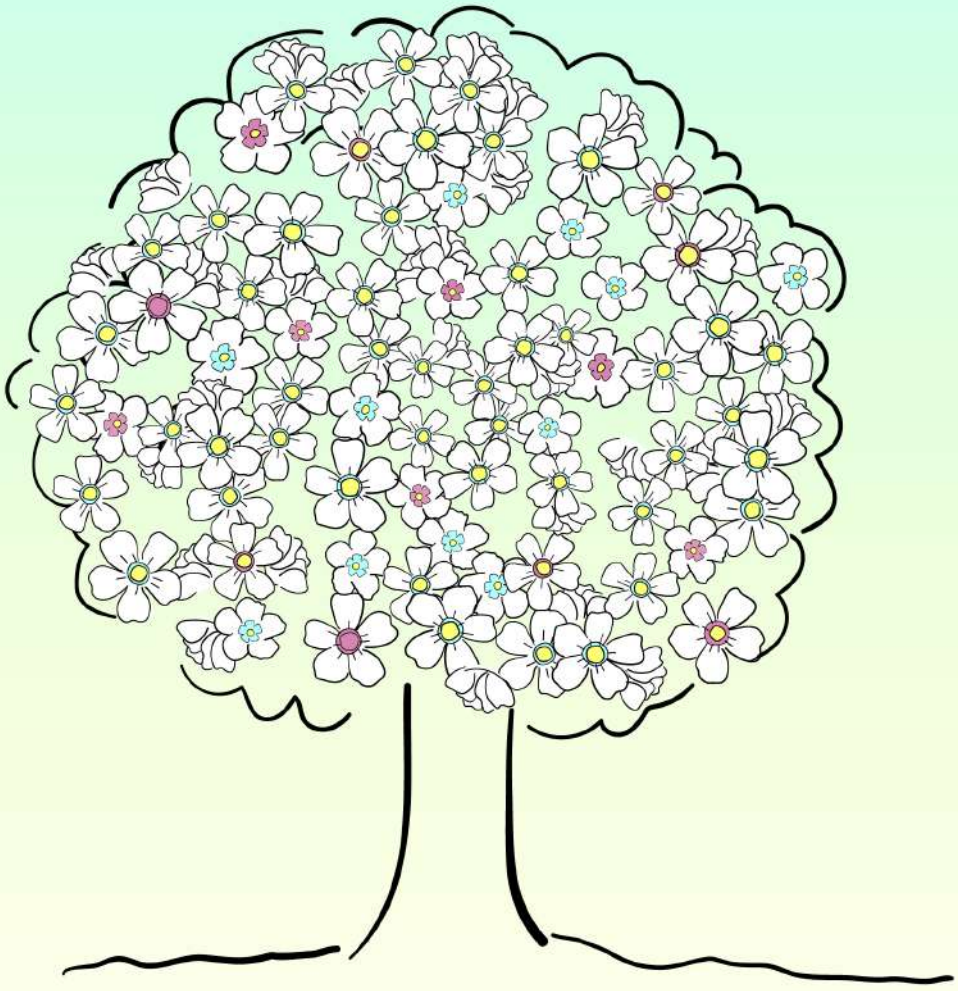
Comme le souligne Le Grand R – Scène nationale de La Roche-sur-Yon :

« Les positions récentes prises par la région des Pays de la Loire sont impitoyables pour tout l'écosystème du livre et bien au-delà, dans la sphère culturelle bien entendu mais aussi sociale, sanitaire… Une grande inquiétude s'installe comme une marée noire aujourd'hui sur ce qu'il est encore possible de proposer comme visions du monde aux citoyens. Cela nous conduit à réaffirmer haut et fort qu'il faut s'engager dans la promotion de la littérature contemporaine à travers notamment celles et ceux qui la font. Une grande veille est à porter aux éditeurs, aux libraires, aux indépendants, aux traductrices et traducteurs, aux autrices et auteurs… pour assurer la diversité des écritures, des langues, de la création en un mot et participer de sa diffusion. La littérature contribue à l'audace, l'intelligence et l'imaginaire de notre époque. La littérature est vivante, en prise avec les problématiques qui traversent le monde contemporain. La Maison des littératures de la Scène nationale de La Roche-sur-Yon la promeut en invitant tous les profils de lecteurs à partager cet enthousiasme et cette nécessité de se confronter au savoir inédit qu'elle nous apporte. »

**Au-delà des chiffres, cette étude rappelle ainsi que les actions culturelles menées par les festivals littéraires participent pleinement de la vitalité démocratique, du lien social et de la diversité culturelle des territoires.**


5

# Conclusion



Le réseau RELIEF rassemble près de soixante structures qui irriguent les territoires tout au long de l'année, bien au-delà du seul temps visible des festivals. **À travers leurs actions culturelles, ces structures participent activement à la diffusion de la littérature, à la rencontre avec les auteur·ices et au développement des pratiques de lecture auprès de publics très divers.**

L'étude montre que 94 % des structures membres mènent des actions culturelles régulières.

Celles-ci touchent des milliers de personnes : publics scolaires, habitants des territoires ruraux ou prioritaires, personnes en situation de fragilité ou éloignées des pratiques culturelles, mais aussi un « tout public » dont les habitudes de lecture évoluent et s'érodent.

Ces actions constituent également un soutien essentiel à l'économie de la création littéraire. Elles représentent effectivement une source importante de rémunération pour les auteur·ices, illustrateur·ices et, plus largement, pour l'ensemble de la chaîne du livre.

Pourtant, cette activité repose très largement sur des équipes réduites, des budgets contraints et une ingénierie culturelle rarement reconnue ou financée à hauteur des besoins. Les structures membres de RELIEF accomplissent ainsi, dans des conditions souvent fragiles, une mission d'intérêt général au service de la cohésion sociale, de l'émancipation culturelle et de la vitalité démocratique des territoires.

L'étude met en évidence un décalage croissant entre les ambitions publiques affichées — démocratisation culturelle, inclusion, éducation artistique et culturelle, droits culturels — et les moyens réellement alloués pour les mettre en œuvre. Les structures sont appelées à développer des projets toujours plus ambitieux, co-construits, évalués et territorialisés, sans bénéficier pour autant d'une visibilité budgétaire pluriannuelle ni d'une simplification des dispositifs de financement.

Cette étude répond ainsi à une nécessité : rendre visible une réalité encore largement méconnue des partenaires publics et des financeurs, alors même que les festivals littéraires constituent aujourd'hui un maillon essentiel des politiques culturelles et éducatives sur les territoires.

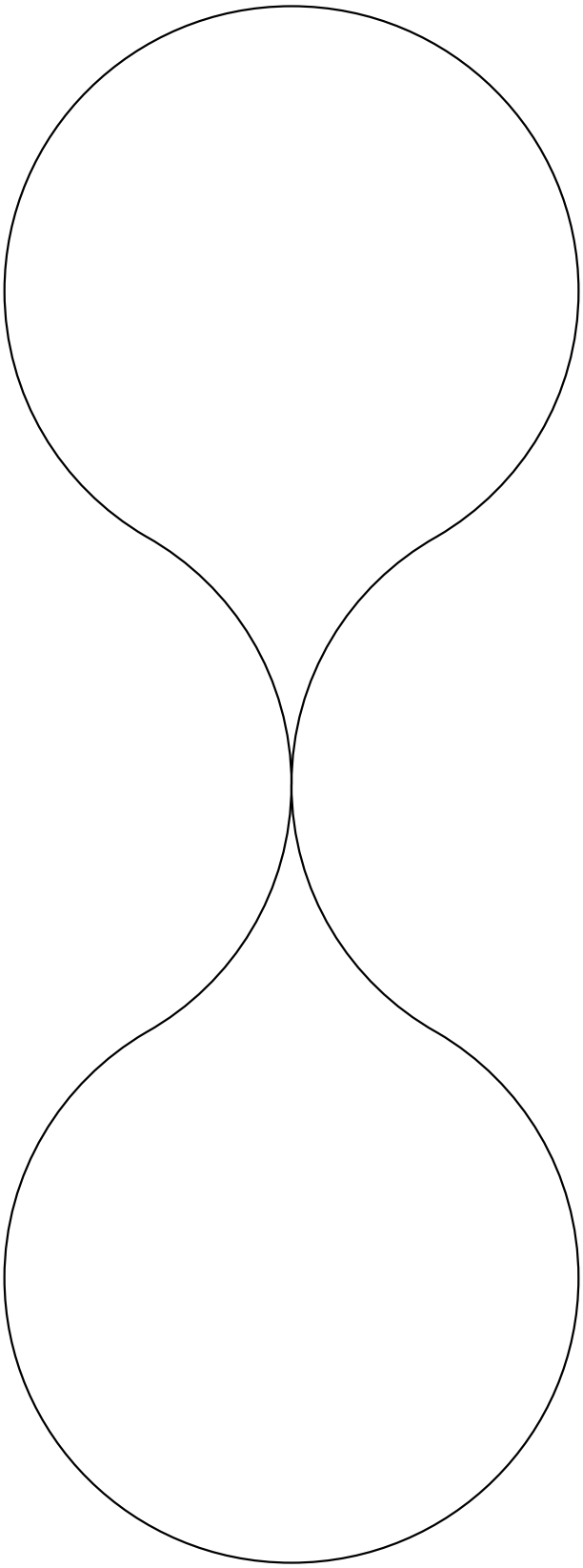
L'action culturelle littéraire ne peut durablement reposer sur la précarité des équipes, l'incertitude budgétaire et la surcharge administrative. Elle exige du temps long, des équipes stables, une reconnaissance pleine de l'ingénierie culturelle et des financements cohérents avec les objectifs affichés.

Et puis, après des années d'investissements publics consacrés au développement des actions culturelles, les réductions de soutien observées aujourd'hui interrogent profondément la cohérence des politiques menées.

Au-delà de l'impact culturel et social, et des difficultés pour nos structures qui portent les projets, ce désengagement représente également un gâchis financier peu rationnel : interrompre ou affaiblir des projets structurés, expérimentés et ancrés dans les territoires revient à perdre le bénéfice des moyens engagés depuis des années pour les construire.

**À l'échelle du réseau, l'action culturelle représente donc une force de frappe nationale massive, en volume d'heures, de publics touchés et de moyens engagés — largement sous-estimée dans le débat public.**

**Soutenir les structures membres de RELIEF qui déploient des actions culturelles tout au long de l'année, ce n'est pas financer un supplément d'âme. C'est reconnaitre l'expertise et la valeur de ce travail de fond mené depuis de nombreuses années, c'est investir dans la lecture, dans la création littéraire contemporaine, dans l'égalité d'accès à la culture, mais aussi dans le lien social, l'esprit critique et la capacité collective à faire société.**



# Crédits

Étude réalisée par le groupe de travail Action culturelle de RELIEF (Armelle Stepien - Maison de la poésie de Paris, Émilie Ortuno - Des livres comme des idées, Natacha Viguié - Confluences, Manon Robin et Cécile Quintin - Lettres du monde, Maëlle Sagnes - Banquet du livre d'été, Carine d'Inca - Printemps du livre de Grenoble, Myriam Chautemps - RELIEF)

Avec le cabinet d'étude L'œil du public
(Adrian Mohr et Manon Leriche, merci à Ariane Lacas)

Un grand merci aux équipes des 52 structures répondantes pour le temps et l'attention dédiés à cette étude.

**Rédaction de la synthèse et coordination**
Myriam Chautemps

**Relecture et corrections**
Agnès Gros

**Conception graphique**
Adrien Bargin

**Illustrations et infographie**
Marion Boucharlat

**Calendrier de réalisation**
• Etude réalisée entre septembre 2025 et janvier 2026
• Synthèse publiée en juin 2026

**RELIEF** a bénéficié pour la réalisation de l'étude du soutien du Service du livre et de la lecture de la Direction générale des médias et des industries culturelles (DGMIC) du ministère de la Culture, et de la Sofia - action culturelle.

Soutenu par

MINISTÈRE DE LA CULTURE
*Liberté Égalité Fraternité*

Sofia

## Conseil d'administration de RELIEF en 2026

### Bureau

**Présidente**
• Carine d'Inca
Printemps du livre, Grenoble

**Vice-président**
• Olivier Chaudenson
Maison de la poésie, Paris

**Secrétaire**
• Elisabeth Kovacs
Midis de la poésie, Bruxelles

**Trésorier**
• Jean-François Munnier
Etoile du Nord, Paris

**Trésorière adjointe**
• Carole de Santis
Interbibly, Grand Est

### Autres membres

• Olivia Benoist Bombled
Festival du premier roman, Chambéry

• Guillemette Lambert
Les cafés littéraires, Montélimar

• Philippe Le Moine
Cité du Mot, La Charité-sur-Loire

• Fabienne Pavia et Nadia Champesme
Des livres comme des idées, Marseille

• Régis Pénalva
Comédie du livre, 10 jours en mai, Montpellier

• Evelyn Prawidlo
Correspondances de Manosque

# Annexes

## Liste des 52 structures répondantes (par ordre alphabétique) :

**Agence Livre & Lecture Bourgogne-Franche-Comté** / Les petites fugues

**Association Bibliothèques en Seine-Saint-Denis** / festival Hors limites

**Association de gestion de la Villa Gillet** / Littérature live

**Association Mouvement Artistique** / Lektos

**ATLAS** – Association pour la promotion de la traduction littéraire

**Auvergne Rhône Alpes Livre et Lecture** (ARALL)

**Bibliothèque publique d'information - BPI (Centre Pompidou)** / Effractions

**Centre culturel Les arts de lire, abbaye médiévale de Lagrasse** / Le Banquet du livre d'été

**Cité du Mot, La Charité-sur-Loire**

**Compagnie P.M.V.V. le grain de sable** / Rencontres d'été théâtre & lecture en Normandie

**Confluences** / Lettres d'automne

D**es livres comme des idées** / Oh les beaux jours ! & Les nouvelles rencontres d'Averroès

**Époque**, festival et salon du livre de Caen

**Escales du livre Bordeaux Aquitain**e

**Et tuttiquanti…**

**Féroce Marquise** / Festival Expoésie

**Festival Atlantide**

**Festival des Utopiales** (La cité des Congrès de Nantes)

**Festival Etonnants Voyageur**s

**Festival international de la littérature** (FIL), Montréal

**Festival Livres à vous Le Grand Angle**

**Festival Vo-Vf**

**Grand Cordel MJC** / Ecrire & dire

**Interbibly** / Au fil des ailes

**Intime festival, Namur**

**L'étoile du nord, Paris**

**L'Institut canadien de Québec** (Maison de la littérature et Québec en toutes lettres)

**Le Grand R de la Roche-sur-Yon** - Scène nationale

**Le livre à Metz**

**Le Murmure du monde**

**Lectures-Plurielles à Chambéry** / Festival du premier roman

**Les Cafés Littéraires de Montélimar**

**Les Champs Libres à Rennes** / Jardins d'hiver

**Les Correspondances de Manosque** - La Poste

**Les Libraires d'en haut** / Festival des livres d'en haut

**Les nouvelles hybrides, Luberon**

**Lettres du monde, Bordeaux Aquitaine**

**Litterature au centre d'Auvergne**

**Litteratures européennes Cognac**

**Maison de la Poésie de Paris** - Scène littéraire

**Médiathèque les silos** / Salon du livre de Chaumont

**Montpellier Méditerranée Métropole** / La Comédie du livre - 10 jours en mai

**Passa Porta, Bruxelles**

**Plateforme Culture** / Le livrodrome

**Printemps du livre de Grenoble** - Ville de Grenoble

**Quais du Polar, Lyon**

**Festival du polar de Villeneuve lez Avignon**

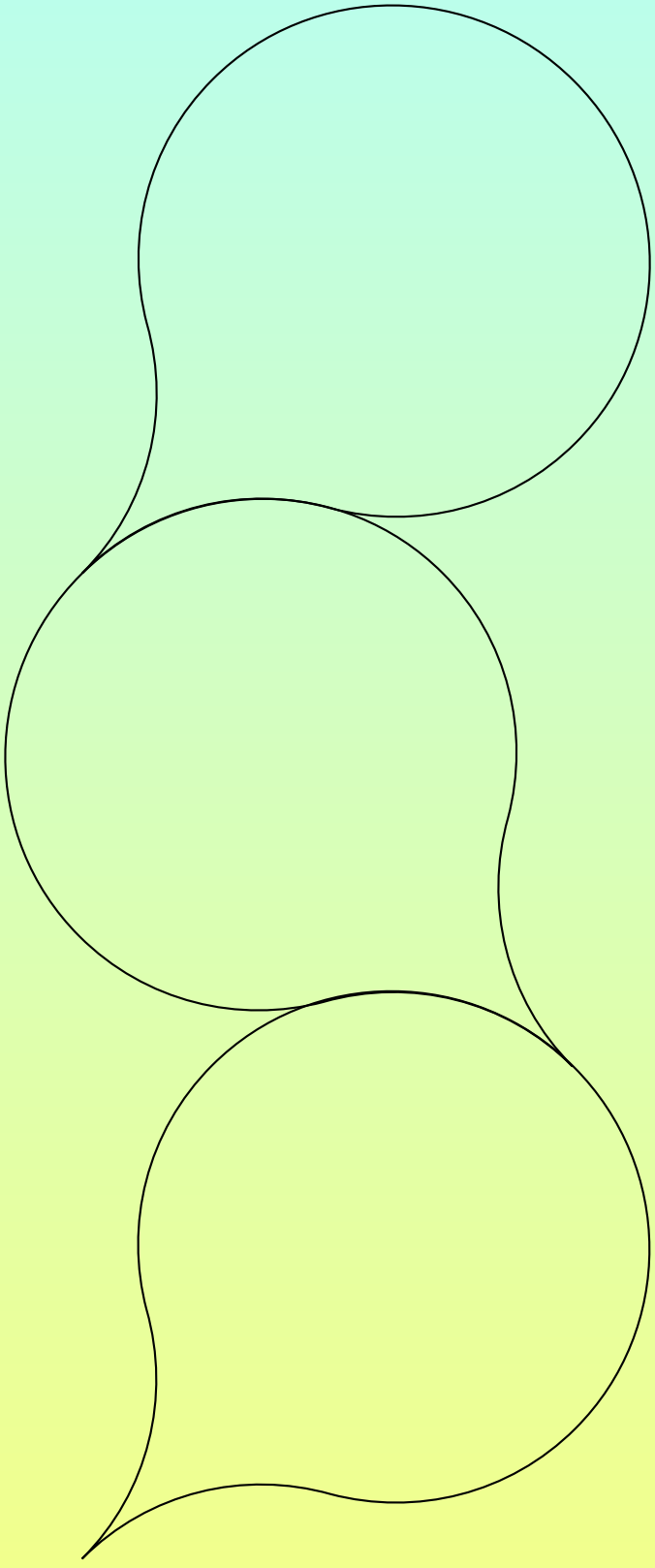
**Tandem Nevers**

**Terres de Paroles, Seine Maritime**

**Textures, Fribourg**

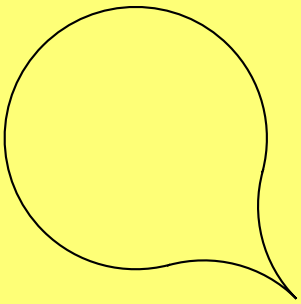
**Troisième bureau, Grenoble** / Regards croisés

**Ville de Saint-Louis** / Forum du livre

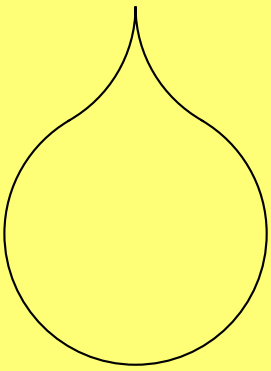




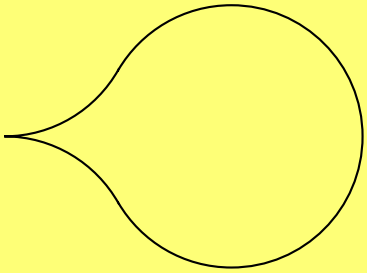
**Régularité des rendez-vous,
et inscription de l'action culturelle
dans la durée**



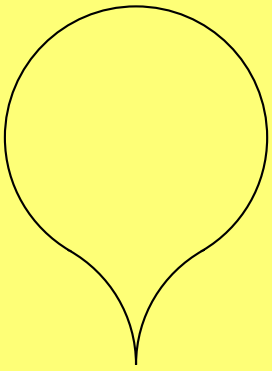
**Passage sur la scène
ou dans le festival
=
moment de restitution**



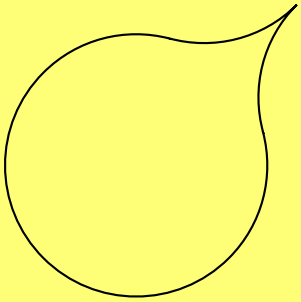
**Poste dédié à l'action culturelle
avec des compétences spécifiques
en montage de projet, en développement des publics.
Nous insistons sur l'importance
des personnes qui font tourner
les actions culturelles.**



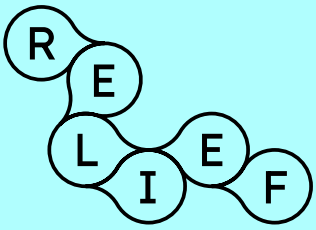
**Trouver les bons partenaires,
et organiser un rdv avec eux
et l'intervenant·e en amont
des ateliers**



**Liste à compléter par vos soins en fonction
des spécificités de votre structure
et du contexte local :-)**



**Il faut un vrai choix
de l'auteur·ice,
lié·e à la programmation**




www.reseau-relief.fr
contact@reseau-relief.fr